



Etablissement public du musée du Louvre

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE, DE LA MAINTENANCE ET DES JARDINS
SOUS-DIRECTION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE**

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
C.C.P.**

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

**MISSION DE CONCEPTION-ADAPTATION ET DE SUIVI DE LA REALISATION DES TRAVAUX
MUSEOGRAPHIQUES ARCHITECTURAUX ET TECHNIQUE**

Relative à l'opération du

REAMENAGEMENT DES SALLES DU DEPARTEMENT DES ARTS DE L'ISLAM

Établi en application des dispositions du Code de la commande publique

Le présent C.C.P. comporte 55 pages (y compris la page de garde) numérotées de 1 à 55.

Table des matières

1 -	OBJET DU MARCHÉ	5
1.1	Contexte	5
1.2	Objet du marché	9
1.3	Titulaire du marché	10
1.4	Intervenants	11
1.4.1	<i>Maître d'ouvrage – Conduite d'opération</i>	11
1.4.2	<i>Service de prévention sécurité incendie (SPSI) et services d'exploitation et de maintenance du musée</i>	12
1.4.3	<i>Contrôle technique (CT)</i>	12
1.4.4	<i>Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)</i>	13
1.4.5	<i>Organisation de l'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)</i>	13
1.4.6	<i>Coordination du système de sécurité incendie (CSSI)</i>	14
1.4.7	<i>Autres intervenants</i>	14
1.5	Catégorie d'ouvrage	15
1.6	Mode de dévolution des travaux	15
1.7	Responsabilité sociétale des organisations (RSO)	15
1.8	Clause environnementale	16
1.9	Contraintes générales	16
1.10	Sous-traitance	16
1.11	Modalités de computation des délais d'exécution des prestations	18
2 -	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ (A ACTUALISER)	18
3 -	CONTENU DÉTAILLÉ DE LA MISSION	20
3.1	Diagnostic et état des lieux (DIAG)	21
3.2	Consolidation du programme muséographique (PROG)	22
3.3	Esquisse plus (ESQ+)	22
3.4	Les études d'avant-projet	24
3.4.1	<i>Avant-projet sommaire (APS)</i>	24
3.4.2	<i>Avant-projet détaillé (APD)</i>	26
3.5	Études de projet (PRO)	28
3.6	Assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT)	29
3.6.1	<i>Assistance pour la passation des marchés de travaux : Dossier de Consultation des Entreprises soumissionnaires (ACT/DCE)</i>	29
3.6.2	<i>Assistance pour la passation des marchés de travaux – Suivi et Analyse (ACT/Analyse)</i>	31

3.7	Contrôle des études et des plans d'exécution des entrepreneurs (VISA).....	32
3.8	Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)	32
3.9	Assistance aux opérations de réception (AOR) et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).	33
3.10	Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	33
4 -	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	34
4.1	Informations réciproques des cocontractants.....	34
4.1.1	<i>Informations données par le maître d'ouvrage à l'architecte-scénographe pendant l'exécution du marché..</i>	<i>34</i>
4.1.2	<i>Informations données par l'architecte-scénographe au maître d'ouvrage</i>	<i>34</i>
4.1.3	<i>Secret professionnel.....</i>	<i>34</i>
4.2	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	34
4.3	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	35
4.4	Présentation et approbation des prestations de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique	35
4.4.1	<i>En phase Etudes</i>	<i>35</i>
4.4.2	<i>En phase Travaux</i>	<i>37</i>
4.5	Ordres de délivrés par le maître d'œuvre – travaux non prévus	38
4.6	Durée et achèvement de la mission de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique	39
4.7	Forfaits de rémunération.....	39
4.7.1	<i>Modalités de fixation des forfaits de rémunération</i>	<i>39</i>
4.7.2	<i>Modifications apportées aux prestations l'architecte-scénographe</i>	<i>40</i>
4.7.3	<i>Dispositif de modulation de la rémunération des missions de base</i>	<i>40</i>
4.8	Forme du prix.....	41
4.9	Enveloppe financière affectée aux travaux par le maitre d'ouvrage	41
4.10	Clause de réexamen.....	41
5 -	ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE ET PENALITES	42
5.1	Engagement de l'architecte-scénographe sur le coût de l'opération	42
5.1.1	<i>Avant la passation des marchés de travaux</i>	<i>42</i>
5.1.2	<i>Après la passation des marchés de travaux.....</i>	<i>43</i>
5.2	Pénalités de retard applicables à l'architecte-scénographe	44
5.2.1	<i>Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents</i>	<i>44</i>
5.2.2	<i>Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final</i>	<i>44</i>
5.2.3	<i>Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation</i>	<i>44</i>

6 -	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	45
6.1	Les avances.....	45
6.1.1	Les avances versées au titulaire	45
6.1.2	Les avances versées aux sous-traitants.....	45
6.2	Les acomptes	46
6.2.1	Montant de l'acompte	46
6.2.2	Modalités de règlement de l'acompte	46
6.3	Le solde	48
7 -	ASSURANCES.....	49
8 -	PROPRIETE INTELLECTUELLE	50
8.1	Cession de droits	50
8.1.1	Droit cédés	50
8.1.2	Exploitations institutionnelles et commerciales.....	51
8.1.2.1	Exploitations institutionnelles des Résultats.....	51
8.1.2.2	Exploitations commerciales des Résultats	52
8.1.3	Étendue et durée de la cession des droits.....	53
8.1.4	Droit moral.....	53
8.1.5	Cession à des tiers.....	53
8.1.6	Garanties.....	53
8.1.7	Exploitations par le titulaire.....	53
8.2	Cession de la pleine propriété matérielle des supports des Résultats.....	54
8.3	Prix.....	54
9 -	ARRET DES PRESTATIONS	54
9.1	Suspension d'exécution des prestations	54
9.2	Arrêt de l'exécution des prestations	54
10 -	DIFFERENTS – RESILIATION DU MARCHE	54
10.1	Règlement amiable des différents	54
10.2	Résiliation du marché	55
10.3	Tribunal compétent en cas de litige.....	55
11 -	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	55

1 - OBJET DU MARCHE

1.1 Contexte

Le département des Arts de l'Islam est contraint de fermer ses portes à partir de 2025 à cause des travaux de réaménagement du parcours Romain et de création du parcours des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient. Ces travaux seront conduits en périphérie des collections des Arts de l'Islam rendant impossible son accès aux visiteurs. Cette fermeture constitue une opportunité inédite pour le département des Arts de l'Islam pour repenser le parcours permanent, qui n'est plus adapté ni aux visiteurs d'aujourd'hui, ni au propos scientifique souhaité.

Le projet de refonte du parcours des Arts de l'Islam répond à la nécessité de mettre à jour la présentation des collections de ce département. Conçue initialement dans une approche structurée par l'histoire de l'art, la disposition des œuvres n'offre pas une vision civilisationnelle. Actuellement, elle ne permet pas de bien comprendre les liens qui l'unissent avec les autres cultures présentes dans cette aire géographique et leurs différenciations progressives. Le projet tend, d'une part, à créer des connexions entre les départements patrimoniaux, en établissant des points de contact inter-civilisationnels et, d'autre part, à offrir aux visiteurs un nouveau propos scientifique en s'appuyant sur une présentation des œuvres renouvelée ainsi que sur une médiation accessible à tous.

Les principaux axes de cette refonte concernent :

- L'amélioration de l'accessibilité,
- La redéfinition des contenus et des présentations des collections,
- La recherche de nouvelles articulations et points de contact avec les autres départements (DABCO, DAGER),
- Le renforcement de la visibilité du département vis-à-vis des visiteurs afin de conforter son existence au sein du palais
- La mise en exergue de la singularité des arts de l'Islam tout autant que leur pluralité
- La mise en place d'une discussion entre la scénographie et les éléments architecturaux témoignant de différentes époques

Le projet s'étend sur une superficie totale de 3 000 m² situé en rez-de-cour et parterre de la cour Visconti de l'aile Denon.

Le présent marché comporte deux volets, un volet scénographique et un volet architectural et technique:

• **VOLET SCENOGRAPHIQUE**

Le futur parcours du DAI sera déployé sur les deux niveaux parterre et rez-de-cour. Le sens du parcours muséographique sera à définir en fonction des propositions de l'architecte-scénographe. Toutefois, la structuration autour des quatre séquences devra être lisible de la part du visiteur grâce à une scénographie intuitive:

❖ **Niveau A**

Introduction : L'espace d'introduction au département sera situé à gauche de l'entrée commune avec le DABCO. Il pourrait accueillir une médiation interactive afin de délimiter les cadres géographique et chronologique du parcours.

Séquence 1 : Le temps des Califes (7e -10e siècle), période formative, naissance d'une esthétique.

Séquence 2 : Le temps des Sultans (11e -15e siècle), Al-Batin wa Al-Zahir, un nouveau langage entre imaginaire et abstraction.

❖ **Niveau B**

Séquence 3 : Empires connectés : le temps de la globalisation (16e -19e siècle)

Séquence 4 : Regards croisés : occidentalisme/ Orientalisme (19e – 20e siècle)

Espace de transition : Passé & présent

A travers l'ensemble du parcours permanent, quatre fils rouges permettront de tisser des relations à travers les époques :

- Les transferts : L'Islam des routes, Islam connecté
- L'étrange et le merveilleux
- L'abstrait : Le verbe, la lettre et le compas

Ces thématiques sont détaillées au sein du projet scientifique et culturel (PSC)

❖ **Salle 187 : salle sous l'aile Daru**

En parallèle du parcours permanent chrono-thématique, il sera déployé sous l'aile Daru, quatre espaces ayant des approches plus spécifiques :

Installation tapis : ce lieu sera dédié à la présentation de tapis et réunira une sélection des plus belles œuvres de la collection avec des rotations de 6 mois.

Chambre de Damas : l'installation d'une chambre damascène permettra une plongée quasi immersive dans l'histoire du goût à la période moderne.

Salle des d'actualités : l'enjeu est d'inscrire le département dans un dialogue avec les arts contemporains et les dernières avancées de la recherche du département.

Porche Mamlouk : il est demandé d'étudier la faisabilité de son déplacement en cohérence avec le redéploiement des collections selon les sections listées ci-dessus et le budget alloué.

Espace de médiation dédié au jeune public : à travers un dispositif de médiation adapté à l'échelle des enfants, des œuvres seront présentées en écho au programme scolaire de la maternelle au secondaire.

❖ **Sous l'escalier de la salle 186 :**

Cet espace est actuellement dédié à la présentation d'œuvre. Cependant, il s'inscrit difficilement dans le parcours de visite. L'enjeu sera donc de proposer un espace de médiation et de respiration dans le cheminement des visiteurs. Les partis scénographiques devront permettre la mise en valeur du projet de Rudy Ricciotti grâce une mise en exergue l'escalier actuel.

❖ **Présentation des arts graphiques :**

Il devra être prévu un dispositif pour la présentation pour les arts graphiques pour valoriser des œuvres particulièrement fragiles présentées dans des conditions de conservation optimales. Proposé au sein du parcours permanent ou au sein d'un espace dédié, les œuvres devront pour connaître une rotation régulière.

Les intentions du département pour chacune de ces séquences ont été détaillées dans un document développant les enjeux scientifiques, de médiation et les intentions scénographiques : le Programme Scientifique et Culturel (PSC).

❖ Interfaces entre les parcours du DAI et du DABCO

Au niveau du rez-de-cour, afin de créer un parcours complet, la **salle 183** - palier Denon - accueillera un dialogue autour des trois religions monothéistes en guise d'introduction au DABCO et au DAI. Cette séquence sera traitée dans le cadre du marché de scénographie des parcours romain et byzantin et en concertation avec le titulaire du présent marché. Au sein de la salle 185, depuis les mezzanines, les vues en plongées vers le DABCO devront être sublimes pour mettre en place un dialogue esthétique entre les deux départements nourrissant une médiation intuitive.

Il en est de même pour l'espace préambule prévu dans la **salle 186** qui est un espace de jonction des deux parcours (DAI et DABCO) et qui fera l'objet d'une concertation minutieuse avec l'architecte-scénographe en charge du parcours byzantin. Cette séquence sera traitée dans le cadre du marché de scénographie des parcours romain et byzantin et en concertation avec le titulaire du présent marché

Au niveau du parterre, il existe des lieux de croisements entre les parcours du DAI et du DABCO situés au sud de la salle 186. Les jonctions avec les **circulations verticales** ayant un rôle de pivot dans le parcours de visite, une attention particulière devra être portée à ces espaces pour permettre aux visiteurs de s'orienter dans le parcours de visite. Ces éléments devront faire l'objet de discussions avec la maîtrise d'œuvre des parcours romain et byzantin. Ces séquences seront traitées dans le cadre du marché de scénographie des parcours romain et byzantin et en concertation avec le titulaire du présent marché.

Les plans ci-dessous présentent la refonte envisagée selon le projet scientifique et culturel conçu par le département.

Figure 1 – Plan du rez-de-chaussée bas (niveau cour Visconti)

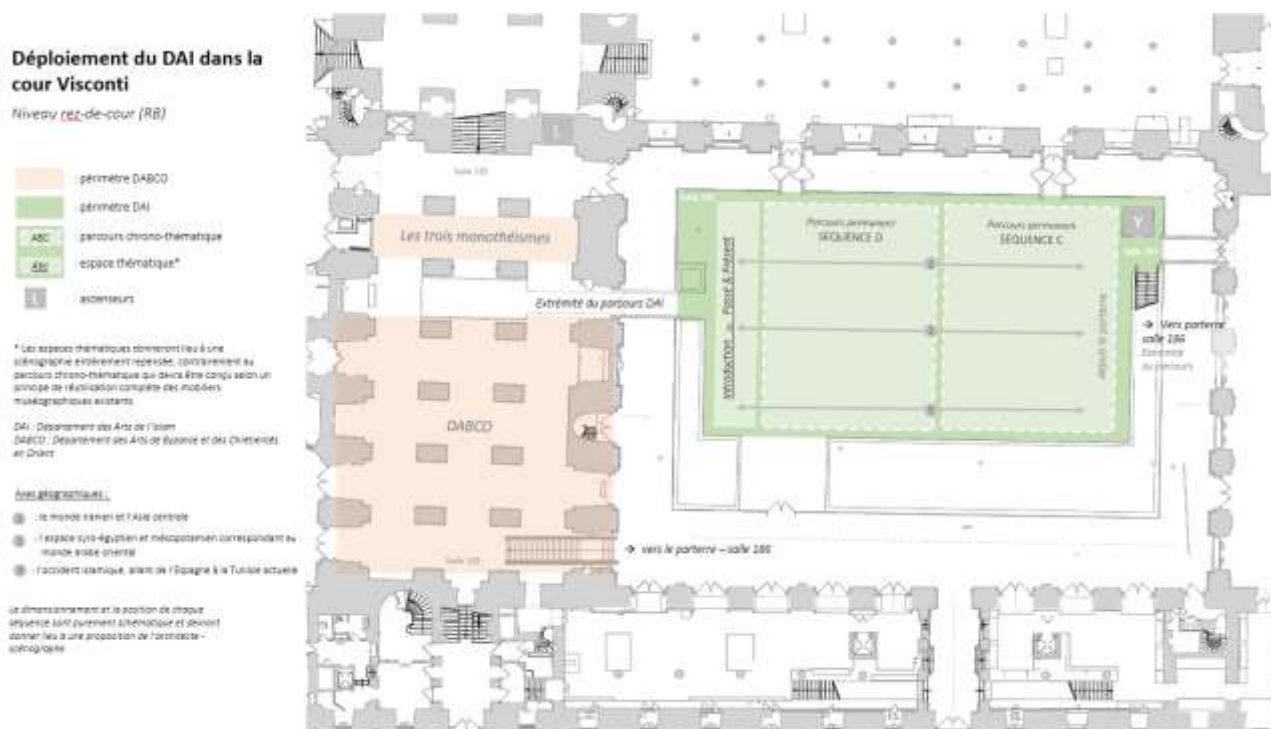


Figure 2 – Plan du sous-sol (niveau parterre Visconti)

Articulations entre le DAI et le DABCO

Niveau parterre (SS2)

- : périmètre DABCO
- : périmètre DAI
- : parcours chrono-thématique
- : espace thématique*
- : pivot dans le cheminement des visiteurs entre deux parcours
- : pivot de circulation vers l'ascenseur L
- : porosité entre le DAI et le DABCO
- : ascenseur

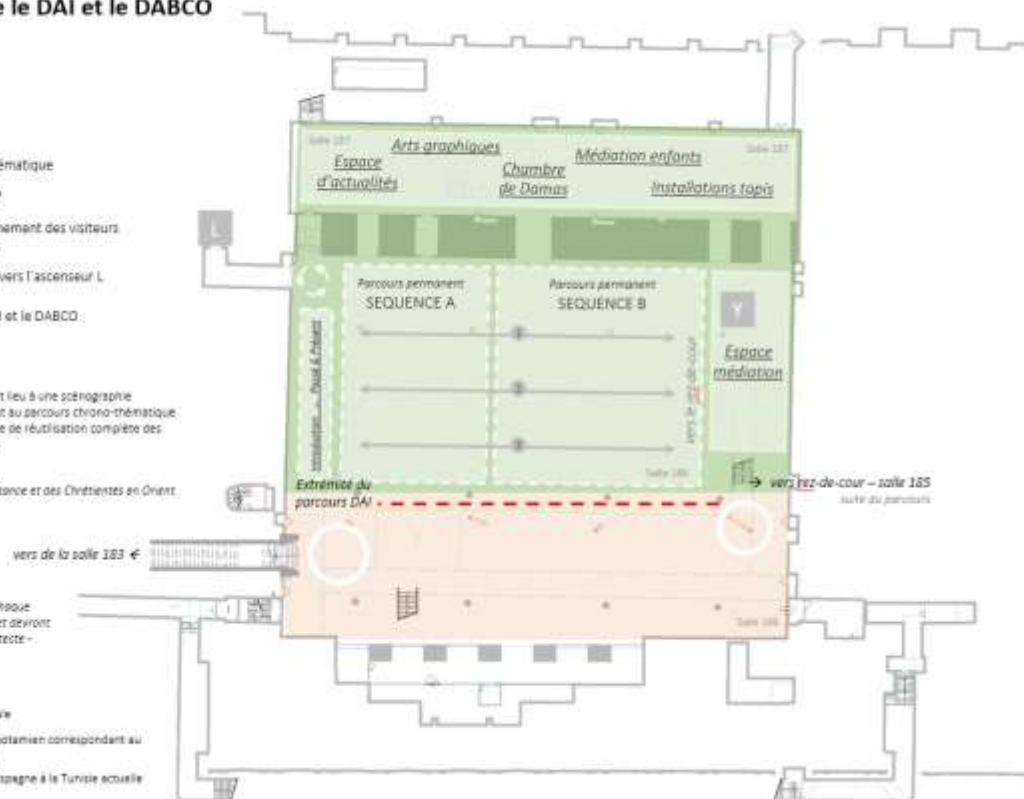
* Les espaces thématiques donneront lieu à une scénographie entièrement repensée, contrairement au parcours chrono-thématique qui devra être conçu selon un principe de réutilisation complète des mobiliers muséographiques existants

DAI : Département des Arts de l'Islam
DABCO : Département des Arts de Byzance et des Chrétiens en Orient

Le dimensionnement et la position de chaque séquence sont purement schématisés et devront donner lieu à une proposition de l'architecte - scénographe.

Axes géographiques :

- : le monde iranien et l'Asie centrale
- : l'espace syro-égyptien et mésopotamien correspondant au monde arabe oriental
- : l'occident islamique, allant de l'Espagne à la Tunisie actuelle



• VOLET ARCHITECTURAL ET TECHNIQUE :

Dans le cadre du redéploiement muséographique, il sera nécessaire d'intervenir sur certains éléments architecturaux et techniques :

❖ Interventions architecturales :

- Réouvertures de passages entre les salles 186 et 187 permettant de multiplier les liaisons et porosités visuelles
- Adaptation des faux-plafonds et des faux-planchers en fonction du projet scénographique (déplacements des circuits de fluides implantés au pied des vitrines actuelles)
- Reprise des systèmes d'éclairage améliorant la visibilité des œuvres et répondant aux normes en termes d'accessibilité
- Création d'une structure pour l'éventuel nouvel emplacement du porche Mamlouk
- Mise en place d'un dialogue spatial avec les façades de la cours Visconti, l'architecture de Rudy Ricciotti

❖ Interventions techniques :

- Reprise de l'étanchéité des ouvertures sur la cour Visconti, en particulier de la porte vitrée
- Reprise de l'étanchéité des sols avec le remplacement de mousse isolante détériorée située sous le faux-plancher de la salle 187

La volonté de la maîtrise d'ouvrage est de faire de cette intervention un projet pilote en terme d'écologie patrimoniale autant d'un point de vue scénographique que bâtementaire. Le projet scénographique devra être ambitieux et inscrire le palais vers un nouveau modèle de soutenabilité. Les espaces muséographiques actuels du DAI ayant été inaugurés en 2012, le présent projet prévoit la réutilisation la plus large possible du mobilier muséographique existant, avec une attention particulière portée aux vitrines existantes dans un souci de développement durable. Considérant que l'ensemble des vitrines sont maintenues à leur emplacement hormis les zones de réaménagement total¹, il est attendu qu'au moins 65% des vitrines qui s'implanteront au niveau des tapis actuels soit issues du réemploi du parc des vitrines de la salle 187 (sous Daru). Dans ce contexte, l'audit des vitrines se poursuit en parallèle de la mission du présent marché. A titre indicatif, le rapport de diagnostic des vitrines est annexé (annexe n°10) au présent marché. ces aménagements intérieurs des vitrines pourront faire l'objet d'une refonte en adéquation avec le propos scientifique et la présentation des œuvres, permettant de renouveler l'écriture esthétique.

L'espace d'introduction au DAI, la salle 187 et le dispositif de présentation des arts graphiques, ainsi que l'espace de transition Passé & Présent sont à concevoir dans la totalité. Cela donnera lieu à des partis pris scénographiques forts permettant de mettre en valeur les œuvres exposées, tout en leur garantissant des conditions de conservations adaptées et en permettant d'organiser des rotations régulières.

Le parcours muséographique conçu étant permanent, le titulaire du présent marché devra porter une attention toute particulière à la facilité de maintenance, de nettoyage et d'exploitation de tous les dispositifs mis en œuvre tels que les vitrines, les socles, le mobilier.

1.2 Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières (CCP) est un marché de maîtrise d'œuvre au sens de l'article R.2172-1 du Code de la commande publique ayant pour objet d'apporter une réponse scénographique architecturale et technique au programme défini par la maîtrise d'ouvrage pour la présentation des collections du DAI.

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie "réutilisation ou réhabilitation d'ouvrage de Bâtiment".

L'opération comporte deux volets :

- **Un volet scénographique**
- La conception et le suivi de la réalisation de **l'adaptation du mobilier scénographique existant** (cimaises, socles primaires, socles morphologiques, fonds de vitrines ...).

¹ Installation tapis : ce lieu sera dédié à la présentation de tapis et réunira une sélection des plus belles œuvres de la collection par des rotations de 6 mois.

Chambre de Damas : l'installation d'une chambre damascène permettra une plongée quasi immersive dans l'histoire du goût à la période moderne.

Salle des d'actualités : l'enjeu est d'inscrire le département dans un dialogue avec les arts contemporains et les dernières avancées de la recherche du département.

Porche Mamlouk : il est souhaité d'étudier son déplacement en cohérence avec le redéploiement des collections selon les sections listées ci-dessus.

Sous l'escalier de la salle 186 :

Dispositif de présentation des arts graphiques : a vocation à valoriser des œuvres particulièrement fragiles présentées dans des conditions de conservation optimales.

Espace de médiation dédié au jeune public : à travers un dispositif de médiation adapté à l'échelle des enfants, des œuvres seront présentées en écho au programme scolaire de la maternelle au secondaire.

- La conception et le suivi de la réalisation du **nouveau mobilier** de présentation des collections (vitrines, podiums, socles, fond de vitrines, cimaises ...) dans les espaces concernés par les transformations (salle 187, dispositif de présentation des arts graphiques, espace d'introductions et d'actualité, espace médiation jeune public ...) afin d'apporter une écriture scénographique forte et homogène avec l'ensemble des espaces du département.
- La conception et l'étude de l'adaptation, puis le suivi de la réalisation d'éléments liés aux mobiliers de confort.
- La conception, le suivi des réalisations, et l'installation de l'éclairage muséographique, ainsi que l'interface avec les installations techniques existantes ou à créer en complément.
- La conception et le suivi des réalisations des agencements destinés à accueillir les éventuels dispositifs audiovisuels et multimédia (de consultation, d'informations, etc.).
- La définition, conception de la signalétique muséographique et suivi de la réalisation des mobiliers à intégrer dans le cadre d'un projet global, y compris la réalisation des éléments graphiques spécifiques tels les cartographies.
- La définition, conception et suivi de la réalisation du projet de signalétique d'orientation générale dans le parcours en se conformant à la charte graphique existante (typographie, couleur, format de panneaux) et en cohérence à la signalétique du musée.
- La conception, le suivi de la réalisation du soclage morphologique et/ou primaire destiné à jouer le rôle de soutien des œuvres. Pour des raisons évidentes de technicité, la conception et le suivi de la réalisation de ces supports sera exécuté par un intervenant spécialisé faisant partie de l'équipe de l'architecte-scénographe.
- L'assistance pour le choix d'implantation des œuvres à partir des orientations programmatiques et de leurs adaptations en phases de projet (mise en page des espaces).
- La participation à la réalisation des DOE pour tous les aspects en interfaces avec d'autres lots du marché de MOE- scénographie en charge du projet PR-PB

• **Un volet architectural et technique :**

- La conception et le suivi de la réalisation des modifications des cloisonnements existants.
- La conception et le suivi de la réalisation des modifications des réseaux techniques (fluides et de courant fort – courant faible, permettant la mise en œuvre du nouveau projet muséographique.
- La conception et le suivi de la réalisation des dispositifs de sûreté, des dispositifs de contrôle et de maîtrise du climat afin de garantir la préservation des collections.
- La participation à la réalisation des DOE pour tous les aspects en interfaces avec d'autres lots du marché de MOE- scénographie en charge du projet PR-PB

Le titulaire du présent marché devra veiller à la conformité aux normes d'accessibilité de tous les dispositifs mis en œuvre tels que les vitrines, la signalétique, les supports de médiation culturelle.

Le contenu des missions et prestations confiées au titulaire est précisé à l'article 3 du présent CCP.

Le présent marché est passé selon la procédure concurrentielle avec négociation en application des articles R.2161-12 et s. du Code de la commande publique, au regard des prestations de conception ainsi que de l'ampleur et de la complexité du projet.

1.3 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom « l'architecte-scénographe » ou « le maître d'œuvre » ou « le titulaire » et, le cas échéant, la désignation du mandataire du groupement titulaire sont précisées à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des membres du groupement auprès du maître d'ouvrage. Il est leur représentant exclusif.

De façon plus générale, le mandataire est le garant de la cohérence et de l'unité de l'équipe de muséographie.

Le titulaire du présent marché est représenté par le mandataire de tous les co-traitants qui est solidaire de l'ensemble des membres du groupement, en particulier du ou des spécialistes.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés soit au domicile élu figurant à l'acte d'engagement.

Le titulaire du présent marché de muséographie est missionné afin de mener les études et le suivi des travaux muséographiques.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/MOE, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne responsable du marché les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.
- le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la date de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces mentionnées à l'article 8222-5 du Code du travail. S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues au présent CCP.

1.4 Intervenants

1.4.1 Maître d'ouvrage – Conduite d'opération

Le maître de l'ouvrage est :

L'Etablissement public du musée du Louvre (EPML) - 75058 Paris cedex 01

Représenté par Laurence Des Cars, Présidente-Directrice

Il est désigné dans les différents documents sous le nom « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur ».

La conduite d'opération est assurée par la Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins (DAMJ).

La personne responsable de la conduite du marché est le chef de projet chargé de l'opération.

Si en cours d'exécution du présent marché, cet interlocuteur venait à être remplacé, le représentant du pouvoir adjudicateur :

- en avertira le titulaire immédiatement,
- communiquera par ordre de service dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait au titulaire le nom et les coordonnées de la personne chargée de la conduite de l'opération.

L'Etablissement Public du Musée du Louvre pourra librement choisir à tout moment de s'adjoindre des assistants à maîtrise d'ouvrage. Le titulaire devra tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des remarques et observations formulées par le maître d'ouvrage et ses différents assistants ; il s'engage à leur fournir l'ensemble des informations nécessaires à l'exécution de leurs missions.

1.4.2 Service de prévention sécurité incendie (SPSI) et services d'exploitation et de maintenance du musée

Le déroulement des études et des travaux nécessitera, le plus en amont possible et très régulièrement au fil de l'avancement de l'opération, une collaboration étroite avec la brigade des sapeurs-pompiers de Paris détachée au musée du Louvre (SPSI) et avec les différents services assurant l'exploitation et la maintenance de l'établissement et de ses extérieurs.

L'initiative, l'organisation, le pilotage et la rédaction des comptes rendus des réunions de travail avec ces différents services sont à la charge du titulaire. Le maître d'ouvrage devra toutefois être systématiquement informé suffisamment au préalable des réunions de travail organisées, et être destinataire en copie de l'ensemble des comptes rendus émis.

L'ensemble des remarques et observations formulées par le SPSI et les services d'exploitation et de maintenance du musée devront être prises en compte par le titulaire, sans rémunération complémentaire.

Maintenance et exploitation lié au bâti : le déroulement des études et des travaux nécessitera, le plus en amont possible et très régulièrement au fil de l'avancement de l'opération, une collaboration étroite avec les services ayant la charge de la Climatisation, Electricité, Courants faibles (sécurité incendie et sûreté) et Courants Forts de la DAMJ (Direction de l'architecture, de la maintenance et des Jardins) qui assurent l'exploitation et la maintenance de l'établissement (services SEE, SET, SETS et SMA).

Maintenance et exploitation lié aux vitrines, socles et éclairages : le déroulement des études et des travaux nécessitera, le plus en amont possible et très régulièrement au fil de l'avancement de l'opération, une collaboration étroite avec les **services des ateliers muséographiques** de la DAAPC (Direction des ateliers d'art et de la présentation des collections) qui assurent l'exploitation et la maintenance de ces dispositifs de présentation des collections.

Ce sont ces ateliers qui assureront la maintenance courante et le mouvement des œuvres par la suite.

Maintenance et exploitation lié aux dispositifs de médiation et de signalétique (en lien avec le SDSI) :

Le déroulement des études et des travaux nécessitera, le plus en amont possible et très régulièrement au fil de l'avancement de l'opération, une collaboration étroite avec la sous-direction des systèmes d'information du musée (SDSI) et notamment, le service assistance et parc informatique, qui assurent l'exploitation et la maintenance des dispositifs numériques de médiation et de signalétique.

1.4.3 Contrôle technique (CT)

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L.111-23 et suivants et les articles R. 111-29 et suivants du code de la construction et de l'habitation. Conformément à la [loi 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction](#), le maître d'ouvrage confie à un organisme agréé une mission de contrôle technique.

La mission du contrôleur technique sera unique et commune aux études et travaux.

Les missions confiées au contrôleur technique sont relatives :

- Mission L+P : relative à la solidité des ouvrages (résistance et durabilité) et des éléments d'équipements dissociables et indissociables, y compris les mobiliers scénographiques (Vitrines cimaises...)
- Mission LE : relative à la solidité des existants,
- Mission SEI : relative à la sécurité des personnes dans les établissements recevant du public,
- Mission F : relative au fonctionnement des installations
- Mission Hand : relative à la vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées y compris attestation,

- Mission ATT-HAND : attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux.
- Mission complémentaire VIEL : relative à la vérification initiale des installations électriques y compris les dispositifs muséographique (éclairage des vitrines et les multimédias)

Le CCP du marché à conclure avec cet organisme définira les droits et obligations qui lui incombent ; le titulaire en aura parfaite connaissance et devra faciliter l'exercice de cette mission, notamment en communiquant au contrôleur technique tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le titulaire devra tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des observations du contrôleur technique afin d'obtenir des accords sans réserve, tant au stade des études qu'au stade de la réalisation des travaux.

1.4.4 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

Les travaux concernés par les différentes opérations sont soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

Le maître d'ouvrage sera assisté par un organisme spécialisé pour tout ce qui concerne la sécurité et la protection de la santé, conformément au décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

Le coordonnateur sécurité et prévention de la santé (CSPS) de 1^{ère} catégorie sera désigné en application des articles L4532-3, L4532-4, L4532-7 et L4532-18 du Code du Travail par le maître d'ouvrage et ce, dès le stade de l'APD.

La mission du CSPS sera unique et commune aux études et travaux.

Le CCP du marché définira les droits et obligations qui lui incombent ; le titulaire en aura parfaite connaissance et devra faciliter l'exercice de cette mission, notamment en communiquant au CSPS tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le titulaire devra tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des observations du CSPS, à tous les stades du projet, et notamment des observations formulées au titre de l'élaboration du Dossier d'interventions ultérieures sur les ouvrages (DIUO).

L'intervention du coordonnateur sécurité santé ne décharge pas le titulaire de ses obligations en matière de sécurité tant en phase d'étude que pendant la phase d'exécution des travaux.

1.4.5 Organisation de l'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Le maître d'ouvrage sera assisté par un organisme spécialisé pour tout ce qui concerne l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des études et des travaux.

La mission de l'OPC sera unique et commune aux études et travaux.

Cette mission comprendra notamment :

- l'ordonnancement, la planification et la coordination générale de tous les intervenants chargés de l'opération et des tiers extérieurs y concourant, tant en phase de conception qu'en phase de réalisation ;
- l'organisation et la diffusion de l'information concernant les études et les travaux à l'ensemble des intervenants du projet ;
- l'ordonnancement, la planification et la coordination des études d'exécution, de synthèse et des travaux y compris des éléments constitutifs de la signalétique et des équipements de mobilier fixe et des agencement muséographiques ;

- le pilotage du chantier y compris des éléments constitutifs de la signalétique et des équipements de mobilier et des agencement muséographiques ;
- le contrôle de la qualité au regard des échanges entre les intervenants et l'harmonisation des procédures pour le projet, tant en phase de conception qu'en phase de réalisation.

Le CCP du marché définira les droits et obligations qui lui incombent ; le titulaire en aura parfaite connaissance et devra faciliter l'exercice de cette mission, notamment en communiquant à l'OPC tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de sa mission.

L'intervention de l'OPC ne décharge pas le titulaire de ses obligations réglementaires et contractuelles notamment en ce qui concerne la phase DET.

NB : Une coordination sera nécessaire avec l'OPC en charge de l'opération de l'aménagement des salles du département des Arts de Byzance et des Chrétiens en Orient (DABCO).

1.4.6 Coordination du système de sécurité incendie (CSSI)

La mise en conformité des dispositions de sécurité incendie sur l'ensemble du musée du Louvre fait actuellement l'objet d'un schéma directeur élaboré par un prestataire extérieur. Les travaux de mise à niveau du SSI, tout autant que les travaux neufs, seront coordonnés par un unique organisme spécialisé auquel a été confiée une mission de coordination SSI s'intéressant à l'ensemble des opérations sur le musée.

Le titulaire est informé qu'il aura à mener à bien ses missions relevant de la sécurité incendie en étroite collaboration avec ledit organisme désigné par le maître d'ouvrage.

Pour la mission faisant l'objet du présent CCP et pour chacune des opérations décrites au présent marché et ayant des implications sur le système de sécurité incendie du musée, il sera passé une mission spécifique à ce coordinateur SSI.

A cet effet, le titulaire devra communiquer au coordonnateur SSI tous les documents et informations, de son ressort, nécessaires à l'exercice de sa mission.

Il est entendu que l'ensemble des dispositions définies par le schéma directeur incendie sur les espaces concernés par le présent marché (SSI, désenfumage, moyens de secours, éclairage de sécurité, cloisonnement, ...) devront être intégrées par le titulaire dans la conception du projet.

Le titulaire devra tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des observations du coordonnateur SSI à tous les stades du projet.

L'intervention du coordonnateur SSI ne décharge pas le titulaire de ses obligations réglementaires et contractuelles dans ce domaine.

1.4.7 Autres intervenants

Le déroulement des études pourrait révéler l'avènement d'un certain nombre d'ouvrages ou équipements dont le maître d'ouvrage pourrait confier les études de conception et le suivi de la réalisation à des prestataires autres que le titulaire.

Dans ce cas, le titulaire conservera néanmoins la responsabilité :

- de la définition des besoins, performances et contraintes (notamment techniques) liés à ces équipements et ouvrages dans la mesure où ils s'avèreraient nécessaires à la réalisation des ouvrages et équipements à sa charge,
- de l'analyse des interfaces bâtimentaires, fonctionnelles et techniques de tout nouvel équipement ou ouvrage, ainsi que la gestion des interfaces entre ces équipements ou ouvrages et ceux dont il assure la conception. A ce titre, le titulaire sera en particulier chargé de leur intégration à sa propre conception.

1.5 Catégorie d'ouvrage

L'opération, objet du présent marché, concerne le réaménagement du parcours muséographique permanent du département des arts de l'Islam (DAI)

Le présent marché comporte deux volets, un volet scénographique et un volet architectural et technique:

Les ouvrages sur lesquels porte la mission de maîtrise d'œuvre appartiennent à la catégorie "réutilisation ou réhabilitation d'ouvrage de Bâtiment" et relèvent du livre IV du code de la commande publique.

1.6 Mode de dévolution des travaux

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en groupements homogènes de lots associant des corps d'état proches ou similaires.

A chacun de ces lots correspondra un marché. Toutefois, dans le cas où plusieurs lots seraient attribués à un même titulaire, il sera possible de signer avec ce titulaire un seul marché regroupant tous ces lots.

Le découpage des travaux relatifs à l'aménagement muséographique en lots sera déterminé sur proposition de l'architecte-scénographe en concertation avec le maître d'ouvrage et l'OPC à la remise de l'avant-projet.

A cette fin, le dossier de consultation des entreprises (DCE) devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi.

Par ailleurs, et ce dans le respect des seuils réglementaires, l'EPML se réserve la possibilité de faire exécuter une partie des travaux par le biais des accords-cadres déjà conclus (signalétique, mobilier...) ou en ayant recours à des ressources internes (ateliers muséographiques).

Le recours à ces possibilités n'exonère pas l'architecte-scénographe de fournir un DCE aussi précis et exhaustif que nécessaire.

Quel que soit la solution retenue, le titulaire reste responsable de l'Assistance à la passation des Contrats de Travaux sur l'ensemble du périmètre décrit.

1.7 Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

1.8 Clause environnementale

Les pièces du marché fixent des prescriptions environnementales.

Dans le cadre de la présente opération, le pouvoir adjudicateur, dans un souci de préservation de l'environnement, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause environnementale :

Cette mission devra prendre en compte les enjeux généraux de la transition écologique, ainsi que les ambitions de la maîtrise d'ouvrage sur les questions de réemploi.

« La volonté de la maîtrise d'ouvrage est de faire de cette intervention un projet pilote en terme d'écologie patrimoniale autant d'un point de vue scénographique que bâtimementaires. Le projet scénographique devra être ambitieux et inscrire le palais vers un nouveau modèle de soutenabilité. Les espaces muséographiques actuels du DAI ayant été inaugurés en 2012, le présent projet prévoit la réutilisation la plus large possible du mobilier muséographique existant, avec une attention particulière portée aux vitrines existantes dans un souci de développement durable. Considérant que l'ensemble des vitrines sont maintenues à leur emplacement hormis les zones de réaménagement total, il est attendu qu'au moins 65% des vitrines qui s'implanteront au niveau des tapis actuels soit issues du réemploi du parc des vitrines de la salle 187 (sous Daru). »

1.9 Contraintes générales

Dans le cadre des études et des travaux, le titulaire doit prendre en compte les contraintes liées :

- au maintien en fonctionnement du musée du Louvre et de ses abords,
- au caractère de monument historique,
- au site,
- aux réseaux primaires déjà réalisés,
- aux travaux simultanés se déroulant dans l'ensemble du site,
- à la présence de public aux abords du périmètre du projet tout au long des études et des travaux,
- aux approvisionnements et évacuations de chantier.

1.10 Sous-traitance

L'attention de l'architecte-scénographe est attirée sur le respect des dispositions de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975, celles-ci étant d'ordre public. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG/MOE.

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il a la charge, sans avoir reçu l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant (acte spécial de sous-traitance établi conformément au code de la commande publique ou formulaire correspondant de la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) des ministères financiers disponible sur le portail de l'économie et des finances à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> que le titulaire doit remettre à la personne chargée de la conduite du marché contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception).

S'il s'avère, au cours de l'exécution du présent marché, que l'architecte-scénographe ne dispose pas de capacités particulières dans une discipline requérant une compétence très spécialisée ayant entraîné une défaillance dans l'exécution de la mission, le titulaire est tenu soit de sa propre initiative soit sur simple demande motivée du maître d'ouvrage, de s'adjoindre les spécialistes nécessaires. Ceux-ci seront soumis à l'agrément du maître d'ouvrage par l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance. Leur intervention ne pourra avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

Si le titulaire n'a pas satisfait aux demandes d'adjonction de compétences, le maître d'ouvrage peut décider, quinze jours après mise en demeure restée sans effet, aux frais et risques du titulaire, de désigner lui-même un organisme chargé de réaliser la tâche correspondant à la spécialité en cause. Le titulaire est autorisé à suivre l'exécution de cette prestation sans pouvoir l'entraver. Les excédents de dépense qui en résultent sont à la charge exclusive du titulaire ; ils sont prélevés sur les sommes qui lui sont dues sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Selon l'état d'avancement de la procédure, les modalités de déclaration varient comme suit :

1/ Dès l'instant où la demande de sous-traitance intervient au moment de la remise de son offre, le candidat l'indique dans l'acte d'engagement et produit, simultanément, l'acte spécial de sous-traitance correspondant ainsi que les pièces justificatives afférentes à ce stade de la procédure.

2/ Dans le cas où la demande est présentée après la conclusion du marché, le titulaire remet à l'adresse ci-dessous, contre récépissé ou envoie par lettre recommandée avec avis de réception, l'acte spécial de sous-traitance, les pièces justificatives afférentes à ce stade de la procédure ainsi que l'exemplaire unique, à supposer qu'il lui a été délivré, afin d'obtenir sa modification. Si ce dernier ne peut pas être restitué, se reporter aux conditions mentionnées dans l'acte spécial de sous-traitance.

Le titulaire a à compléter l'acte spécial de sous-traitance, en cas de demande d'agrément de sous-traitant. A l'appui de sa demande, le titulaire fournira l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article R 2193-7 du Code de la commande publique.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation dudit marché, y compris, si la personne publique le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur et sursoit aux délais d'acceptation tacite.

En l'absence de remise d'acte de sous-traitance, le sous-traitant ne sera pas autorisée à pénétrer sur le site.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci. Cette sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le mandataire et les membres de l'équipe de muséographie de leurs responsabilités vis à vis de l'exécution de ces prestations.

De manière générale, l'ensemble des actes spéciaux de sous-traitance est à adresser en double exemplaire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Musée du Louvre

DAMJ/ Sous-direction du pilotage administratif / Service financier et juridique

75058 PARIS CEDEX 01

Le titulaire est tenu de soumettre à l'approbation expresse du maître d'ouvrage et de justifier toutes modifications qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant, etc. Le maître d'ouvrage pourra s'y opposer si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du projet muséographique.

1.11 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Conformément à l'article 3.2 du CCAG/MOE :

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend, sauf précision contraire, en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Le fuseau horaire utilisé est celui de la livraison ou de l'exécution du service. Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

Le délai s'appliquant au titulaire n'inclut pas le délai nécessaire à l'acheteur pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision.

Le fuseau horaire de référence est celui du maître de l'ouvrage : Heure de Paris (GMT +1)

2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE (A ACTUALISER)

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/MOE, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ainsi que ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :
 - Annexe 1 : DAI – Projet de refonte ;
 - Annexe 2 : DAI - Intentions muséographiques ;
 - Annexe 3 : PSC - Programme Scientifique et culturel du redéploiement du Département des Arts de l'Islam ;
 - Annexe 4 : Liste des œuvres du DAI (**NB** : Annexe définitive remise ultérieurement durant la phase offre de la consultation) ;
 - Annexe 5 : Etude porche Mamlouk (**NB** : Annexe remise ultérieurement durant la phase offre de la consultation) ;
 - Annexe 6 : Plans et coupes des niveaux des espaces concernés par le projet en PDF
 - Annexe 7 : Plans et coupes des niveaux des espaces concernés par le projet en DWG (**NB** : Annexe remise ultérieurement durant la phase offre de la consultation) ;

- Annexe 8 : Maquette BIM du DAI (**NB** : Version IFC Annexe remise ultérieurement durant la phase offre de la consultation) ;
- Annexe 09 : Carnet de détails du mobilier muséographique existant ;
- Annexe 10 : État des lieux des vitrines DAI (**NB** : Annexe remise ultérieurement durant la phase offre de la consultation) ;
- Annexe 11 : Le planning prévisionnel du projet ;
- Annexe 12 : La charte graphique du musée du Louvre ;
- Annexe 13 : Convention d'Interchange – EDIFLEX ;
- Annexe 14 : Plan des vues demandées (**NB** : Annexe remise ultérieurement durant la phase offre de la consultation) ;
- Annexe 15 : Tableau de répartitions des limites de prestations des différents intervenants (**NB** : Annexe remise ultérieurement durant la phase offre de la consultation).
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE)) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- Les textes législatifs, réglementaires (décrets, arrêtés) et techniques à caractère normatif (normes, D.T.U. (cahier des charges et règles de calcul), règles de sécurité contre l'incendie pour les établissements recevant du public, avis techniques, essais, homologations, agréments des matériaux et matériels...) non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire, et notamment :
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire par phase (DPGF). La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, et, le cas échéant, la répartition des paiements en cas de groupement, pour l'établissement des situations, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuels prestations modificatives. Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre pour la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans les pièces contractuelles et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles ; (**NB** : Annexe remise à l'occasion de phase offre de la consultation)
- Le cas échéant, la répartition des prestations entre cotraitants en cas de groupement.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties dans leurs versions en vigueur à la date de remise des projets.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/MOE, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes. Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du titulaire par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/MOE), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

3 - CONTENU DETAILLE DE LA MISSION

Durant les phases d'études, les visites dans les espaces devront être anticipées au maximum pour ne pas gêner l'organisation de travail des agents, conservateurs et chercheurs qui travaillent dans ces espaces (régisseurs, tout personnel du département des peintures, etc.).

Chaque élément de mission, pour chacun des domaines techniques définis au présent article, constitue une phase technique

Les éléments de mission de l'architecte-scénographe sont les suivants :

Éléments de mission de base :

- APS : Etudes d'avant-projet sommaire ;
- APD : Etudes d'avant-projet détaillé ;
- PRO : Etudes de projet - plans d'exécution ;
- ACT : Assistance pour la passation des marchés de travaux : ACT/DCE Dossier de consultation des entreprises ; ACT/Analyse Assistance pour la passation des marchés de travaux – Suivi et Analyse ;

Éléments de mission complémentaire :

- DIAG : Diagnostic et état des lieux
- PROG : Consolidation du programme muséographique
- ESQ : Reprise du dossier d'intention (mission intégrée dans la procédure de consultation – Phase Offre) suite aux remarques de la commission technique, des conclusions du diagnostic et de la consolidation du programme muséographique

Travaux :

- VISA : Vérification de la conformité au projet des études d'exécution effectuées par la ou les entreprises ;
- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- AOR : Assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement.

Chacun des éléments de mission ci-dessus constitue une phase technique au sens de l'article 9.2 du présent CCP. Par conséquent, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

La conception scénographique sera traitée en lien avec les éventuelles modifications architecturales et techniques traitées dans le cadre de ce marché Elle fait partie de la mission de base.

En outre, le titulaire aura charge d'émettre, aux différents stades de leur élaboration, un avis sur les propositions d'organisation et de phasage du chantier qu'établira l'OPC et d'en intégrer dans les études toutes les conséquences techniques, organisationnelles et financières.

L'architecte-scénographe doit conduire sa mission de telle sorte que la compatibilité des ouvrages soit garantie et que les conditions d'exploitation et de maintenance des futurs espaces soient optimisées. Il devra, à tout stade du projet, fournir au maître d'ouvrage les éléments d'information à ce sujet.

Pour chaque élément de mission ou phase, l'architecte-scénographe réalisera et remettra les prestations et documents ci-après :

3.1 Diagnostic et état des lieux (DIAG)

L'objectif de cette première mission est d'analyser la faisabilité de l'opération et d'identifier les implications architecturales dues au déplacement des vitrines nécessaires au bon déroulement du futur parcours présenté dans le PSC. Il s'agira :

- d'établir un état des lieux du mobilier existant et un état des lieux sanitaire des éléments architecturaux et techniques ;
- de fournir une analyse fonctionnelle, architecturale et technique du bâti existant ;
- de permettre d'établir un programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment ainsi qu'une estimation financière afin d'en déduire la faisabilité de l'opération.

Il s'agit d'un état des lieux et analyse du mobilier muséographique existant (vitrines, podiums, cimaises...) mais aussi des éléments architecturaux et techniques. La structure portante des vitrines est ancrée dans la dalle sous le plancher technique abritant l'ensemble des réseaux. Il sera nécessaire de tenir compte des adaptations des réseaux et des grilles de soufflage ainsi que des alimentations en courant faible et courant fort. Par conséquent tout déplacement de vitrines engendre des reprises importantes des réseaux. Aussi, le diagnostic permettra de définir l'ampleur des modifications des intérieurs de vitrines en fonction de la présentation des collections telle qu'elle est développée dans le PSC. Les implications architecturales et techniques devront être prise en compte dans ce diagnostic.

Cette mission permettra de définir les interventions possibles et nécessaires sur les éléments architecturaux et techniques suivant :

- le plancher technique sur les deux niveaux
- les plafonds acoustiques au niveau du parterre
- les cloisons
- les réseaux CVC
- les réseaux électriques (CFA et CFO), les rails et appareil d'éclairage

Cette mission devra prendre en compte les enjeux généraux de la transition écologique, ainsi que les ambitions de la maîtrise d'ouvrage sur les questions de réemploi. Le rapport de synthèse permettra d'appréhender aussi complètement que possible l'ensemble des avantages et des contraintes à prendre en compte pour la conception et la réalisation du projet. Il déclinera des scénarios fonctionnels proposant des orientations et variantes qui répondront au programme. Le maître d'œuvre préconisera, éventuellement, des études complémentaires d'investigation des existants.

Les livrables :

- Un rapport de synthèse comprenant un état des lieux des espaces concernés ainsi qu'une analyse du mobilier et bâti existant
- Un dossier technique comprenant tous les plans permettant d'appréhender les solutions et scénarios proposés,
- Un phasage des travaux pour chacune des solutions,
- Une note économique détaillée par entités.

3.2 Consolidation du programme muséographique (PROG)

Le programme scientifique et muséographique pour la refonte / la réorganisation du DAI, est à consolider par le titulaire du marché sur la base d'échanges et de réunions avec le département et la maîtrise d'ouvrage. Ainsi, au regard des espaces dédiés et des conclusions de la mission DIAG, le titulaire doit contribuer à la consolidation des intentions muséographiques par une réévaluation de la liste des œuvres et une définition des éléments de médiation, tout en s'inscrivant dans une démarche d'écologie patrimoniale.

Au fur et à mesure des échanges avec les équipes du musée du Louvre, pour la consolidation du programme muséographique et architectural, le titulaire produira une synthèse écrite du programme avec des schémas fonctionnels ; des documents graphiques type : plans, coupes ou **vues 3D présentant l'implantation des œuvres**, les supports de signalétiques ainsi que les dispositifs de médiation suivant le parcours de visite envisagé sur les deux niveaux

Les livrables :

- Analyse des intentions scientifiques :

En prenant connaissance des documents d'intentions scientifiques provisoires et en participant à des groupes de travail avec la conservation du département des arts de l'islam, le titulaire synthétisera la logique du ou des parcours envisagés (chronologique, thématique ou chrono-thématique), mettra à jour le programme scientifique détaillé, par thème ou période correspondants, accompagné de la liste des œuvres retenues.

- Un dossier iconographique à l'échelle dans l'ordre des sections ;
- Des intentions d'aménagement des espaces comprenant :
 - Un parcours des visiteurs ;
 - Une interaction détaillée avec les parcours adjacents en particulier au niveau parterre avec le DABCO ;
 - Le positionnement des œuvres majeures ;
 - L'implantation des supports de médiation mis en place ;
 - La typologie de soclage.

Attention : La salle 183 mentionnée dans le PSC ainsi que les connexions entre le DAI et le DABCO sont des espaces traités dans le cadre du marché de scénographie du DABCO/PR et en concertation avec le titulaire du présent marché.

3.3 Esquisse (ESQ)

Cette phase Esquisse a pour objectifs d'approfondir le dossier d'intention rendu à la phase Offre en prenant en compte :

- Les remarques de la commission interne d'admission et de la maîtrise d'ouvrage.
- Les conclusions de la phase de consolidation du programme.
- Les conclusions de la mission de diagnostic.

Il est rappelé à l'architecte-scénographe que ces études ont en particulier pour objet :

- de proposer des dispositions muséographiques et techniques répondant aux besoins fonctionnels retranscrits dans le programme. Elles seront ensuite remises à jour en tenant compte des remarques formulées par la commission interne d'admission et la maîtrise d'ouvrage,
- de permettre l'exposé et l'étude comparative de différentes options,
- d'étudier la relation entre la muséographie et les reprises architecturales

- de vérifier la compatibilité des solutions envisagées avec les contraintes de programme, de site et de réglementation,
- de proposer un calendrier de réalisation et un découpage en tranches fonctionnelles,
- de proposer une estimation du coût des travaux.

L'Esquisse établi par l'architecte-scénographe comprendra 3 sous-dossiers distincts :

- le dossier muséographique et fonctionnel,
- le dossier architecturale et technique,
- le dossier économique.

L'intégralité des documents devra être produit dans l'optique d'offrir au maître d'ouvrage la possibilité d'affirmer ses choix quant aux dispositifs étudiés. Le degré de définition ainsi que la nature des éléments produits devront être suffisants pour lui permettre de mener à bien cet objectif ainsi que d'acquérir une vision claire et sans ambiguïté de la nature des propositions de l'architecte-scénographe. L'architecte-scénographe est tenu d'établir tout document nécessaire à la bonne compréhension des dispositions envisagées. Pour l'intégralité des documents, on respectera la charte graphique fournie par l'EPML.

Ces mêmes dispositions devront également être étudiées dans l'optique de préparer et de faciliter l'obtention des dossiers d'autorisation. L'architecte-scénographe devra, en concertation avec le maître d'ouvrage, établir l'ensemble des éléments permettant d'engager le plus tôt possible les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes.

❖ LE DOSSIER MUSEOGRAPHIQUE ET FONCTIONNEL

Les pièces écrites devront inclure en particulier :

- une notice muséographique comprenant une étude préalable, la définition du projet muséographique et le parcours de l'exposition. Elle sera assortie de schémas précisant et justifiant les solutions retenues au regard des contraintes des divers ordres (programmatique, spatial, fonctionnel...)
- des plans schématiques au 1/100^{ème} et des détails au 1/50^{ème}
- 5 images 3D offrant une vision d'ensemble du parti scénographique selon les points de vues identifiés (annexe n°14)
- le calendrier prévisionnel des études et des travaux,

Les pièces graphiques correspondent à un niveau de définition dont les minimas sont établis pour les éléments de plans et de coupes au 1/100^{ème} et pour les détails significatifs au 1/50^{ème} ou au 1/10^{ème}.

❖ LE DOSSIER ARCHITECTURAL ET TECHNIQUE

Les pièces écrites devront en particulier :

- présenter l'impact du projet sur l'existant dans tous les domaines techniques concernés, et tout particulièrement en matière d'éclairage, de manipulations d'œuvres, de génie technique (CVCD, plomberie, éclairage, sûreté, courants forts, courants faibles, etc.) ;
- décrire et quantifier, sur la base d'études justificatives, les solutions et dispositifs techniques envisagés ainsi que les principes de fonctionnement des différentes installations proposées ;
- établir les exigences qualitatives des différents dispositifs de présentations des œuvres en matière d'acoustique, d'éclairage, de sécurité et de sûreté, de conservation préventive, etc.

Les pièces graphiques comprendront notamment tous les éléments nécessaires à la présentation et à la justification des solutions techniques proposées. Elles seront présentées sous la forme de plans ou de schémas référencés et d'un rendu concordant avec les plans architecturaux.

❖ LE DOSSIER ECONOMIQUE

Le dossier économique comprendra l'estimation provisoire du projet muséographique.

Le maître d'œuvre doit dans le cadre de l'estimation mettre en évidence le chiffrage éventuel des variantes et options économiques dans le but de respecter le coût prévisionnel des travaux.

Les candidats devront expliciter leur méthode de calcul en présentant un projet détaillé des coûts de travaux envisagés, afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'en contrôler la pertinence et comparer les propositions entre elles.

Les missions DIAG, PROG et Esquisse se déroulent dans la même temporalité. Cet enchaînement particulier répond à la nécessité de respecter les contraintes de délais imposées par le projet. Les missions complémentaires DIAG puis PROG fourniront au fur et à mesure des éléments structurants pour l'avancement de l'Esquisse. Dans un premier temps et en parallèle des missions DIAG et PROG, il s'agira de mettre à jour la pré-esquisse avec les remarques de la commission interne d'admission et de la maîtrise d'ouvrage. Puis dans un second temps et afin d'assurer une intégration cohérente et approfondie des données issues du DIAG et du PROG dans l'Esquisse, un laps de temps sera réservé à l'issue de ces deux missions complémentaires pour finaliser et consolider l'Esquisse. Ce phasage garantit une progression fluide du projet tout en respectant les impératifs calendaires.

Tous les prix seront exprimés en euros Hors TVA aux conditions économiques fixées dans l'acte d'engagement.

3.4 Les études d'avant-projet

3.4.1 Avant-projet sommaire (APS)

Les études d'avant-projet sommaire ont en particulier pour objet de :

- proposer les dispositions muséographiques et techniques,
- permettre l'exposé et l'étude comparative de différentes solutions, options et variantes,
- préciser un calendrier de réalisation,
- préciser l'estimation du coût des travaux des différentes solutions,

Il lui est demandé de fournir des livrables intermédiaires afin que le maître d'ouvrage s'assure de la bonne adéquation programme/projet.

Le dossier d'avant-projet-sommaire devra être établi sous la forme de trois sous-dossiers distincts :

- le dossier muséographique et fonctionnel,
- le dossier technique,
- le dossier économique,

Tous les documents fournis par le mandataire et les plans en particulier devront intégrer l'ensemble des dispositions envisagées par les différents membres du groupement titulaire. Pour l'intégralité des documents, on respectera la charte graphique fournie par l'EPML.

❖ LE DOSSIER MUSEOGRAPHIQUE ET FONCTIONNEL

Les pièces écrites comprendront notamment :

- une étude précisant l'implantation de toutes les œuvres et incluant une présentation générale du projet, des plans des espaces et des éclairages, du mobilier de présentation et simulation d'accrochage. Elle présentera la conception ou l'adaptation d'éléments scénographiques, de vitrines, d'accessoires (son, audiovisuel), choix des matériaux, des couleurs, principes et choix des éclairages ;
- une étude du parcours de l'exposition du DAI : circulation des publics et compatibilité avec les projets connexes DABCO/PR ;
- une étude de flux de l'existant et simulation des flux publics dans le projet ;
- une étude des dispositifs de présentation des œuvres en fonction des thématiques suivantes :

- conservation (éclairage et climatisation notamment),
- sûreté (serrures, principe de mise à distance et conception des systèmes spécifiques de protection ou d'alarme),
- besoins spécifiques éventuels de présentation (montage, encadrement),
- typologie du dispositif (vitrines, cimaises, ...),
- dispositif de médiation (cartel, cartel numérique, dispositifs multimédia...),
- adéquation aux caractéristiques des œuvres présentées,
- adéquation aux espaces de présentation et aux équipements existants,
- synopsis des dispositifs de médiation et de signalétique ;
- une notice lumière ;
- une notice accessibilité ;
- une notice sécurité incendie ;
- une notice son ;
- les documents et échantillons
- le calendrier prévisionnel des études et des travaux ;
- les pièces graphiques correspondent à un niveau de définition dont les minimas sont établis pour les éléments de plans et de coupes au 1/100ème et pour les détails significatifs au 1/50ème ou au 1/20ème. Elles comprendront en particulier des indications précises sur :
 - des intentions de la structure des vitrines,
 - des intentions de soclage des œuvres,
 - des intentions de la nature des traitements de surface envisagés (sols, murs, plafonds...),

❖ LE DOSSIER TECHNIQUE

Les pièces écrites devront inclure en particulier :

- des propositions des solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations et les réseaux techniques (vitrines climatiques, dispositifs numériques...),
- des propositions de matériaux et la nature des spécifications techniques employées.
- une note de calcul vérifiant la bonne répartition des charges sur les dispositifs de présentation et la compatibilité avec le bâti existant. Cette note de calcul inclura les essais d'arrachement qui devra justifier la faisabilité des accrochages envisagés.

Les pièces graphiques comprendront notamment :

- des plans dimensionnés des éléments de structure des vitrines,
- des plans des réseaux de fluides et électricité avec raccordements aux existants,
- les plans d'implantation, les caractéristiques et les schémas types de l'ensemble des œuvres,

❖ LE DOSSIER ECONOMIQUE

Le dossier économique comprendra notamment :

- l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux muséographiques et architecturaux correspondant à l'évaluation des dépenses afférentes à l'exécution des ouvrages présentés par domaines techniques et par lots et tenant compte des interfaces avec le bâtiment.

3.4.2 Avant-projet détaillé (APD)

Les études d'avant-projet ont en particulier pour objet de :

- confirmer les dispositions muséographiques et techniques,
- permettre l'exposé et l'étude comparative de différentes solutions, options et variantes,
- préciser un calendrier de réalisation et un découpage en tranches fonctionnelles,
- préciser l'estimation du coût des travaux des différentes solutions,
- les caractéristiques des équipements techniques à installer notamment les interfaces avec les réseaux existants.

Dans le cadre de sa mission d'avant-projet, l'architecte-scénographe doit notamment organiser et participer à l'ensemble des réunions d'études et de coordination avec les différents intervenants (maître d'ouvrage, OPC, coordonnateur SPS, contrôleur technique, coordonnateur SSI, SPSI, ...) et en rédiger les compte-rendu.

Il lui est demandé de fournir **des livrables intermédiaires** afin que le maître d'ouvrage s'assure de la bonne adéquation programme/projet.

En fonction des solutions retenues, l'architecte-scénographe réalisera et remettra :

- une description détaillée des travaux,
- une description détaillée de la mise en œuvre.

Le dossier d'avant-projet détaillé devra être établi sous la forme de trois sous-dossiers distincts :

- le dossier muséographique et fonctionnel,
- le dossier technique,
- le dossier économique,

Tous les documents fournis par le mandataire et les plans en particulier devront intégrer l'ensemble des dispositions envisagées par les différents membres du groupement titulaire. Pour l'intégralité des documents, on respectera la charte graphique fournie par l'EPML.

❖ LE DOSSIER MUSEOGRAPHIQUE ET FONCTIONNEL

Les pièces écrites comprendront notamment :

- une étude détaillée précisant l'implantation de toutes les œuvres et incluant une présentation générale du projet, des plans des espaces et des éclairages, du mobilier de présentation et simulation d'accrochage. Elle présentera la conception ou l'adaptation d'éléments scénographiques, de vitrines, d'accessoires (son, audiovisuel), choix des matériaux, des couleurs, principes et choix des éclairages ;
- une étude du parcours de l'exposition du DAI : circulation des publics et compatibilité avec les projets connexes DABCO/PR ;
- une étude de flux de l'existant et simulation des flux publics dans le projet ;
- une étude détaillées avec plans aux 1/100^{ème} des dispositifs de présentation des œuvres en fonction des thématiques suivantes :
 - conservation (éclairage et climatisation notamment),
 - sûreté (serrures, principe de mise à distance et conception des systèmes spécifiques de protection ou d'alarme),
 - besoins spécifiques éventuels de présentation (montage, encadrement),
 - typologie du dispositif (vitrines, cimaises, ...),
 - dispositif de médiation (cartel, cartel numérique, dispositifs multimédia...),
 - **notice de réalisation et d'exploitation maintenance,**

- adéquation aux caractéristiques des œuvres présentées,
- adéquation aux espaces de présentation et aux équipements existants,
- un synopsis des dispositifs de médiation et de signalétique ;
- une notice lumière ;
- une notice accessibilité ;
- une notice sécurité incendie ;
- une notice son ;
- la décomposition du projet en lots (vitrines, socles, mobilier, multimédia et numérique...). Cette décomposition doit avoir pour objet de préparer la réalisation des Cahier des Clauses Techniques Particulières afférents aux différents lots.
- les documents et échantillons nécessaires à d'éventuelles consultations pour la fabrication spécifique de maquettes ou de prototypes.
- le calendrier prévisionnel des études et des travaux ;
- les pièces graphiques correspondent à un niveau de définition dont les minimas sont établis pour les éléments de plans et de coupes au **1/100^{ème}** et pour les détails significatifs au 1/50^{ème} ou au 1/20^{ème}. Elles comprendront en particulier des indications précises sur :
 - la structure des vitrines,
 - le soclage des œuvres,
 - les raccordements aux fluides de toute nature (CVC, CFo, CFa, SSI...),
 - la nature des traitements de surface envisagés (sols, murs, plafonds...),
 - les éléments liés aux mobiliers de confort.

❖ **LE DOSSIER TECHNIQUE**

Les pièces écrites devront en particulier :

- décrire et justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations et les réseaux techniques (vitrines climatiques, dispositifs numériques...),
- préciser les éventuelles contraintes d'exploitation (CVC, électricité) et de maintenance induites par les installations retenues (en particulier : modalités à mettre en œuvre, fréquence, accessibilité des installations, coûts spécifiques, licences logiciels, ...),
- préciser les matériaux et la nature des spécifications techniques employées.
- une note de calcul vérifiant la bonne répartition des charges sur les dispositifs de présentation et la compatibilité avec le bâti existant. Cette note de calcul inclura les essais d'arrachement qui devra justifier la faisabilité des accrochages envisagés.

Les pièces graphiques comprendront notamment :

- des plans dimensionnés des éléments de structure des vitrines,
- des plans des réseaux de fluides avec raccordements aux existants,
- les plans d'implantation, les caractéristiques et les schémas types de l'ensemble des œuvres,

Les plans fournis devront permettre la compréhension détaillée des principes de cheminement des réseaux et d'interférences entre les différents corps d'état au moyen de documents réalisés de manière spécifique en tout point particulier.

❖ **LE DOSSIER ECONOMIQUE**

Le dossier économique comprendra notamment :

- l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux muséographiques et architecturaux correspondant à l'évaluation des dépenses afférentes à l'exécution des ouvrages présentés par domaines techniques et par lots et tenant compte des interfaces avec le bâtiment.

❖ LE DOSSIER DES AUTORISATIONS PREALABLES

La prestation comprend la préparation, la réalisation et le dépôt des dossiers nécessaires à l'obtention des différentes autorisations administratives, sur la base des dossiers réalisés pendant la phase et des remarques formulées par le maître d'ouvrage. La prestation comprend également l'étude et la production de leurs éventuels modificatifs et la réalisation de tout plan ou tout document complémentaire rendu nécessaire à leur instruction pour des raisons d'ordre réglementaire, technique ou administratif. L'architecte-scénographe fournit les dossiers de demande d'autorisations selon le nombre d'exemplaires requis par l'administration et les services concernés, ainsi qu'en autant d'exemplaires supplémentaires dus au maître d'ouvrage conformément aux dispositions du présent CCP.

L'architecte-scénographe devra participation et engagement aux démarches nécessaires à l'obtention des autorisations ainsi qu'assistance au maître d'ouvrage pendant toute leur durée d'instruction.

En cas d'avis défavorables ou d'avis favorable avec réserves, l'architecte-scénographe devra, jusqu'à l'obtention des autorisations, reprendre ou compléter à ses frais ses études afin d'établir de nouveaux dossiers de demandes d'autorisations.

En cas de refus ou de retrait d'une autorisation administrative pour un motif tiré de la méconnaissance des dispositions architecturales, techniques, d'accessibilité, de sécurité, de construction et d'implantation et plus généralement de toute réglementation appropriée, comme en cas de recours en annulation faisant apparaître une illégalité manifeste de l'autorisation accordée ou de sursis à exécution, l'architecte-scénographe sera tenu d'établir une nouvelle demande et de reprendre le cas échéant ses études sans pouvoir prétendre à une rémunération supplémentaire. Les reprises d'études lui seront rémunérées si l'illégalité affectant la demande est imputable à une décision du maître d'ouvrage dûment informé.

3.5 Etudes de projet (PRO)

Les études de projet, fondées sur l'expression des besoins arrêtée et les études d'avant-projet détaillé approuvées par le maître d'ouvrage ont pour objet de :

- préciser par des plans, coupes et élévations, les formes, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre ;
- préciser les synopsis en scenarii en vue de leur intégration dans les dispositifs de médiation et signalétique ;
- déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les œuvres et de tous leurs dispositifs de présentation ainsi que de tous les équipements techniques ;
- préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- décomposer le coût prévisionnel des travaux muséographiques par lots techniques ;
- permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, confirmer le coût prévisionnel des travaux muséographiques arrêté en APD et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- déterminer le délai global de réalisation des travaux muséographiques.

❖ LES PIECES ECRITES

Les documents écrits attendus sont composés comme suit :

- description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots ;
- présentation du coût prévisionnel des travaux muséographiques décomposée par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi ;
- calendrier prévisionnel d'exécution des travaux muséographies, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE.

❖ **CONTENU DES PIECES GRAPHIQUES**

Les documents graphiques attendus à l'issue des études sont composés comme suit :

- formalisation graphique du projet sous forme de plans à l'échelle de 1/50, incluant les ouvrages conçus, avec tous les détails significatifs de conception muséographique à une échelle variant de 1/20 à 1/2 ;
- plans et caractéristiques des terminaux de chauffage, climatisation, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux et/ou grilles de ventilation et de reprise au 1/100 ;
- plans d'électricité, courants forts et courants faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, raccordement au tableaux et appareillages au 1/100 ;
- au tant que de besoin, coupes de coordination spatiale pour raccordement des réseaux de fluides ;
- en tant que de besoin, positionnement, dimensionnement, ventilation et équipements techniques ;
- plans des dispositions générales de sécurité et d'accessibilité (dégagements, issues de secours, etc.).

Pour l'intégralité des documents, on respectera la charte graphique fournie par l'EPML.

Les études de projet sont présentées au chef de projet représentant du maître d'ouvrage pour approbation préalable à la validation de la MOA

3.6 Assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT)

3.6.1 Assistance pour la passation des marchés de travaux : Dossier de Consultation des Entreprises soumissionnaires (ACT/DCE)

Le maître d'œuvre établira les documents suivants qui serviront de base au dossier de consultation des entreprises (DCE) après avoir obtenu l'agrément du chef de projet représentant le maître d'ouvrage (Pour l'intégralité des documents, on respectera la charte graphique fournie par l'EPML) :

❖ **LES PIECES ECRITES**

Les pièces écrites comportent :

- la décomposition de l'ouvrage en lots séparés ou en groupement homogènes de lots associant des corps d'état proches ou similaires ;

- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) permettant, par lots techniques, la description détaillée des spécifications techniques des ouvrages et des prestations à réaliser : nature et caractéristiques des matériaux et équipements nécessaires et conditions de leur mise en œuvre etc., et décrivant, par lots séparés, la nature, les caractéristiques et la localisation des différents éléments de construction et des matériaux à mettre en œuvre. Le maître d'œuvre s'attachera tout particulièrement à décrire les prestations en faisant référence aux normes homologuées. Les CCTP seront rédigés sur la base d'un sommaire identique pour l'ensemble des lots qui sera préalablement validé par le maître d'ouvrage ;
- les cadres de décomposition des prix (DPGF), et les équipements nécessaires à la réalisation et les unités de compte (ex : ml –Qté-Ensemble etc...) : les cadres de décomposition des prix (DPGF) sont établis pour chacun des corps d'état afin de permettre la comparaison homogène des propositions des entreprises, ainsi que le suivi de l'avancement par phases, par réceptions partielles et par biens immobilisables ;
- une simulation des coûts estimés sous forme de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- l'estimation définitive des travaux décomposée par domaines techniques et par corps d'état sur la base d'un avant métré réalisé à partir des plans PRO. Les quantités de l'avant métré seront remises au maître d'ouvrage ;
- la détermination du délai global de réalisation ; la participation, en liaison avec l'OPC, à l'élaboration du planning général prévisionnel des travaux, détaillé corps d'état par corps d'état. Ce planning sera amorcé aux phases de consultation des entreprises et devra inclure toutes les différentes phases d'études et de travaux à mener ;
- les conditions d'exploitation de l'établissement durant la phase travaux (méthodologie) ;
- tous les documents relatifs à l'hygiène et à la sécurité. A cet effet, l'architecte-scénographe en liaison avec le coordonnateur SPS doit, dans le cadre de sa mission, fournir tous les renseignements et informations nécessaires pour l'établissement du PGC par le coordonnateur SPS et des PPSPS par les entreprises.

Il devra également assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des pièces complémentaires administratives accompagnant le projet et constituant le dossier de consultation : Règlement de consultation (liste des pièces demandées à l'appui de la candidature et de l'offre, éléments devant composer à minima le mémoire méthodologique des entreprises consultées, critères de jugement des offres proposés, etc.), Cahier des Clauses Particulières Administratives (formule de révision des prix, etc.), projet de marché ou d'acte d'engagement, liste des documents contractuels avec leur ordre de priorité.

❖ **CONTENU DES PIECES GRAPHIQUES**

Les pièces graphiques correspondent à un niveau de définition dont les minimas sont établis pour les éléments de plans et de coupes au 1/50^{ème} et, pour les détails significatifs, à des échelles variant du 1/20^{ème} au 1/2. Elles comprendront l'ensemble des plans architecte et l'ensemble des plans techniques.

Les pièces graphiques seront réalisées et renseignées dans l'optique de permettre à des entreprises l'attribution sans équivoque des prestations aux corps d'états concernés et d'établir les prix de ces prestations.

Les plans muséographiques comprendront :

- tous les plans et coupes cotés nécessaires à la compréhension du projet,
- tous les plans de détails renseignés et cotés nécessaires à la compréhension des particularités du projet,
- des plans spécifiques détaillés et cotés pour les aménagements intérieurs de tout type,
- des plans détaillés et cotés des locaux avec l'implantation des mobiliers, terminaux, équipements, matériels, etc.,

Les plans techniques comprendront :

- l'ensemble des plans de repérage positionnant sans ambiguïté les éléments de construction à la charge des différents corps d'état avec, en tant que de besoin, des détails à des échelles variant de 1/20^{ème} à 1/2,

- des plans de principe de positionnement des équipements techniques,
- des plans à l'échelle 1/50^{ème} définissant avec précision le tracé des différents réseaux et leurs éventuels raccordements aux réseaux existants,
- des plans et élévations d'implantation des terminaux à l'échelle 1/50^{ème} pour tous les espaces et reprenant l'ensemble des corps d'état.

3.6.2 Assistance pour la passation des marchés de travaux – Suivi et Analyse (ACT/Analyse)

L'architecte-scénographe assistera la maîtrise d'ouvrage de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML) dans les opérations suivantes :

- la consultation des entreprises. Dans ce cadre, il apportera notamment les réponses aux questions posées par les candidats. En effet, lors de la consultation, le titulaire assiste le pouvoir adjudicateur pour l'élaboration des réponses aux éventuelles questions posées par les candidats. Pour ce faire, le titulaire dispose d'un délai de trois jours calendaires à compter de la notification de la demande du pouvoir adjudicateur.
- la négociation avec les entreprises,
- l'analyse des candidatures et des offres : établissement d'un rapport d'analyse complet sur la base d'une trame existante remise par le Musée du Louvre avant et, le cas échéant, sur les lots négociables, après chaque phase de négociations conformément aux critères de sélection précisés dans le règlement de la consultation (RC).
- la participation à la rédaction des éventuelles mises au point préalables à la notification du marché de travaux muséographiques.

Il est précisé que la mission ACT inclut l'ensemble des réunions et analyses nécessaires à la préparation et au déroulement des consultations des entreprises, en particulier :

- avant la remise des candidatures et offres :
 - accompagnement des entreprises lors de la visite obligatoire du site et commentaire du Dossier de Consultation,
 - réponse questions formulées par les entreprises pendant la phase de consultation,
- après la remise des candidatures et offres :
 - analyse des candidatures à la lumière des critères fixés dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation, et rédaction du rapport d'analyse des candidatures ;
 - analyse comparative des propositions techniques à la lumière des critères énoncés dans le règlement de la consultation ;
 - analyse comparative des propositions économiques à partir de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ;
 - élaboration du tableau comparatif et rédaction du rapport d'analyse des offres ;
 - mener les négociations le cas échéant ;
 - conclusion de l'analyse des offres ;
 - participation aux commissions d'appel d'offres ;
 - préparation et participation aux mises au point nécessaires à la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage.

L'architecte-scénographe remettra des rapports d'analyse des candidatures et des offres conformes aux pratiques du maître d'ouvrage en la matière ; ces pratiques seront explicitées au titulaire au cours d'une réunion préalable organisée par le maître d'ouvrage.

En cas de marchés de travaux infructueux ou déclarés sans suite, le titulaire s'engage à assurer ces mêmes missions dans le cadre de sa rémunération jusqu'à ce que l'ensemble des marchés de travaux soient notifiés.

3.7 Contrôle des études et des plans d'exécution des entrepreneurs (VISA)

L'architecte-scénographe visera la conformité des études d'exécution et des plans d'exécution remis par l'entrepreneur.

Avant son visa, l'architecte-scénographe remet à la maîtrise d'ouvrage un document synthétisant la conformité, listant les éventuels points de non-conformité et lui soumettant son avis.

3.8 Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)

L'architecte-scénographe veillera au respect des spécifications techniques et dimensionnelles des études et des plans d'exécution des entrepreneurs et assurera :

- le contrôle du calendrier d'exécution des travaux en étroite collaboration avec l'OPC,
- le suivi et le contrôle de la réalisation des ouvrages et de leur intégration dans les locaux,
- le suivi du chantier, la préparation et la transmission des ordres de service à l'entrepreneur,
- le suivi de la réalisation du soclage morphologique et/ou primaire destiné à jouer le rôle de soutien des œuvres,
- la mise au point des éventuelles modifications et adaptations demandées,
- la préparation et l'animation des réunions hebdomadaires de chantier,
- la rédaction des comptes rendus de réunions (analyse fonctionnelle, avancement, chantier...) et leur diffusion après validation par la maîtrise d'ouvrage,
- l'établissement des procès-verbaux nécessaires à l'exécution des marchés de travaux,
- la vérification des projets de décomptes mensuels et des demandes d'avance.

Il procédera aux constats contradictoires.

Il assistera le maître d'ouvrage en cas de différend sur les règlements ou sur l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette phase, l'architecte-scénographe remettra un compte-rendu régulier du suivi et du contrôle de la réalisation des travaux muséographiques.

Au titre de cet élément de mission, le titulaire devra en particulier :

- exécuter toutes les tâches techniques et administratives, pour la partie muséographie, à la charge du « maître d'œuvre » conformément au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG/TRAVAUX ou CCAG), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (J.O. du 1er avril 2021) et notamment :
- établir, numéroté et notifier les ordres de services. Les OS notifiant la date de commencement des travaux ne peuvent être émis par le titulaire qu'au vu d'une décision écrite émise par le maître d'ouvrage. Les OS seront établis conformément à l'article 3.8 du CCAG/Travaux,
- organiser les constatations contradictoires et établir les constats correspondants,
- organiser et diriger les réunions de chantier, puis rédiger et diffuser aux intervenants concernés les comptes-rendus de ces réunions,
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux,
- tenir à jour l'état des dépenses, vérifier les situations mensuelles des entreprises ainsi qu'établir les décomptes généraux définitifs,
- établir les états d'acompte mensuels fixant le montant des acomptes à régler aux entrepreneurs,

- avertir le maître d'ouvrage du dépassement de la masse des travaux conformément à l'article 14 du CCAG/Travaux, dans les cinq jours ouvrés,
- assister le maître d'ouvrage sur les réserves, réclamations ou litiges formulées par l'entrepreneur à son encontre et instruire les mémoires s'y référant.

3.9 Assistance aux opérations de réception (AOR) et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).

L'architecte-scénographe assurera :

- la préparation et l'assistance aux opérations de réception des travaux muséographiques et le suivi des réserves formulées lors des recettes et lors de la réception des travaux muséographiques et jusqu'à leur levées,
- la vérification des projets de décomptes finaux des travaux muséographiques,
- la remise, à l'issue des travaux muséographiques, du procès-verbal de réception,

L'architecte-scénographe vérifiera la conformité du dossier d'exploitation maintenance complet remis par l'entrepreneur et comprenant une présentation synthétique de l'installation, les notices constructeurs, les consignes et les manuels d'exploitation, les gammes de maintenance,

- l'assistance durant la garantie de parfait achèvement (signalement des défauts, suivi des travaux, proposition de prolongation du délai...).
- Le dossier d'exploitation sera complété par la mise à jour des documents et outils d'exploitation des installations techniques/muséographiques de la zone concernée (GMAO, fiches des tests maintenance sous Excel,).

L'architecte-scénographe proposera au maître d'ouvrage pour signature, le procès-verbal de réception à l'issue des travaux muséographiques.

3.10 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

L'architecte-scénographe remettra un dossier rendant compte de l'intervention sur le site et assurera la collecte et le contrôle des dossiers des ouvrages exécutés. Les DOE seront à fournir au maître d'ouvrage en 3 exemplaires papiers et un exemplaire numérique.

Il assurera le pilotage et le contrôle des DOE électroniques exécutés sur la Gestion Electronique des Documents du maître de l'ouvrage par les entreprises titulaires des marchés de travaux muséographiques.

Il réalisera après travaux la mise à jour des plans dit « architectes » sur la Gestion Electronique des Documents du maître d'ouvrage.

4 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

4.1 Informations réciproques des cocontractants

4.1.1 Informations données par le maître d'ouvrage à l'architecte-scénographe pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique à l'architecte-scénographe toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile à l'architecte-scénographe pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le maître d'ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées à l'arrêté de permis de construire) de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, l'architecte-scénographe constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

Le cas échéant, les relevés ou sondages complémentaires nécessaires sont confiés, selon les cas, soit au titulaire du marché, soit à un prestataire extérieur. Comme toute mission complémentaire, cette mission fait l'objet d'une rémunération supplémentaire, conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique.

4.1.2 Informations données par l'architecte-scénographe au maître d'ouvrage

L'architecte-scénographe communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

4.1.3 Secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et conditions de travail de ses salariés.

4.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Conformément à la [loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs](#), l'architecte-scénographe doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage (DIUO).

Tout différend entre l'architecte-scénographe et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

4.4 Présentation et approbation des prestations de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique

4.4.1 En phase Etudes

➔ Conditions de présentation des prestations par l'architecte-scénographe

Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :

Le point de départ des délais est indiqué ci-dessous :

Éléments de missions		Délais <u>d'établissement</u> <u>des documents</u> <u>d'études</u>	Points de départ des délais
Diagnostic et état des lieux (DIAG)		3 semaines	Date de réception par l'architecte-scénographe de la notification de l'OS de démarrage de l'élément de mission concerné ou date de commencement indiquée dans l'OS de la phase concernée si cette dernière date est postérieure.
Consolidation du programme muséographique (PROG)		3 semaines	
Esquisse (ESQ)		8 semaines pour les mises à jours/adaptations demandées par la maîtrise d'ouvrage	Date de réception par l'architecte-scénographe de la notification de l'OS de démarrage de l'élément de mission concerné ou date de commencement indiquée dans l'OS de la phase concernée si cette dernière date est postérieure
Etudes Avant-Projet Sommaire (APS)		9 semaines	Date de réception par l'architecte-scénographe de la notification de l'OS de démarrage de l'élément de mission concerné ou date de commencement indiquée dans l'OS de la phase concernée si cette dernière date est postérieure.
Etudes Avant-Projet Détaillé (APD)		8 semaines	
Etudes de projet (PRO)		9 semaines	
Assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT)			
Assistance pour la	ACT/DCE - Dossier de consultation des entreprises	5 semaines	

passation des marchés de travaux (ACT)	(comprenant le CCTP et les pièces financières)			
	ACT/Analyse	Assistance contrats de travaux (Analyse des offres initiales)	3 semaines	Date de réception par l'architecte-scénographe des plis contenant les offres initiales.
		Assistance contrats de travaux (Analyse des offres après négociation)	2 semaines	Date de réception par l'architecte-scénographe des plis contenant les offres négociées.
Visa des documents d'exécution (VISA)			pendant la période de préparation – 1 semaine à compter de la transmission du document par l'entreprise de travaux ou la maîtrise d'ouvrage	Transmission des études d'exécution par les entreprises de travaux architecturaux et muséographiques ou la maîtrise d'ouvrage.
Assistance aux opérations de réception (AOR)			2 semaines	Date retenue par le maître d'ouvrage comme étant la date de réception des travaux muséographiques.

Présentation des documents

Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études. Chaque document d'étude devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception.

Format et support choisis pour la remise des études

Le résultat des études réalisées par l'architecte-scénographe sera formalisé par la remise de dossiers composés de pièces écrites élaborées avec logiciels de traitement de texte et d'éléments graphiques en couleur élaborés avec logiciels de DAO.

Une copie des fichiers sera remise au représentant du Maître d'Ouvrage. Dans un souci de compatibilité entre les intervenants les fichiers devront être compatibles avec les formats *Word*, *Excel*, *Project* et *Access* sous *Windows*® et *Autocad*® 2010 ou ultérieurs.

Le Maître d'Ouvrage ou ses représentants se réservent le droit de demander autant de pièces écrites et graphiques que nécessaire pour la bonne compréhension des solutions proposées par l'architecte-scénographe.

Enfin, le titulaire respectera la charte graphique « Référentiel Patrimonial Louvre » dans l'élaboration de ses pièces écrites et graphiques.

➔ Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études interviendra, à titre prévisionnel, avant l'expiration des délais suivants :

	Délais d'approbation
Diagnostic et état des lieux (DIAG)	3 semaines

Marché de maîtrise d'œuvre – Mission de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique permanent : Parcours DAI - CCP

Consolidation du programme muséographique (PROG)	3 semaines
Etudes d'esquisses (ESQ)	3 semaines
Etudes d'avant-projet sommaire (APS)	3 semaines
Etudes d'avant-projet détaillé (APD)	3 semaines
Etudes de projet (PRO)	3 semaines
ACT/DCE	La date d'envoi de l'avis d'appel à la concurrence pour publication sur les supports adéquats
ACT/Analyse	La notification des marchés de travaux vaut approbation

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par l'architecte-scénographe.

En l'absence d'approbation des documents d'étude dans les délais susmentionnés, les prestations ne seront considérées comme acceptées tacitement qu'après un délai de six (6) semaines à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage des études remises par l'architecte-scénographe, sauf prolongation dûment motivée de ce délai demandé par le musée du Louvre et contre laquelle le titulaire ne pourra s'opposer.

Par ailleurs, l'approbation ne vaut pas décision de commencer l'élément de mission suivant.

4.4.2 En phase Travaux

➔ Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Conformément à l'article 12 du CCAG/Travaux, l'architecte-scénographe (« maître d'œuvre » au sens du CCAG/travaux) doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par l'architecte-scénographe.

L'architecte-scénographe établit, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG/Travaux (éventuellement complétées par les dispositions définies au cahier des clauses administratives particulières applicables aux marchés de travaux de la présente opération) l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte (selon le modèle établi par la maîtrise d'ouvrage) accompagné du décompte correspondant, .

Nota : Le pouvoir adjudicateur met à disposition du titulaire une plateforme, accessible via un navigateur Internet, qui permet de dématérialiser tous les échanges administratifs et financiers liés à l'exécution d'un marché public de travaux et de déposer directement sur Chorus Pro via cette plateforme.

Aussi, par dérogation aux dispositions aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCGA/Travaux, la gestion des décomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées dans la Convention d'Interchange – EDIFLEX (annexe au présent CCAP).

Délai de vérification

Par dérogation au CCAG/Travaux, le délai imparti à l'architecte-scénographe pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à 10 jours à compter de la date de mise à disposition sur Ediflex.

➔ Visa des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa de l'architecte-scénographe.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

Le visa de l'architecte-scénographe ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

➔ Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs

À l'issue des travaux, l'architecte-scénographe vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG/Travaux (éventuellement complétées par les dispositions définies au cahier des clauses administratives particulières applicables aux marchés de travaux de la présente opération).

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci l'architecte-scénographe établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG/Travaux (éventuellement complétées par les dispositions définies au cahier des clauses administratives particulières applicables aux marchés de travaux de la présente opération), le projet de décompte général.

Délai de vérification :

Le délai imparti au titulaire pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 15 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

4.5 Ordres de délivrés par le maître d'œuvre – travaux non prévus

L'architecte-scénographe est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par marché par l'architecte-scénographe qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG/Travaux.

Toutefois, l'architecte-scénographe ne peut émettre les ordres de service sans avoir obtenu une décision écrite préalable de la maîtrise d'ouvrage dans les cas suivants :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- Notification de la date de commencement des travaux ;
- Passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle/optionnelle ;
- Notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- Interruption ou ajournement des travaux ;
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;
- Et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux.

Pour le paiement, la formalisation de l'avancement des travaux non prévus devra se faire, par OS, à la suite de la DPGF. L'avancement des travaux selon la DPGF devra tenir compte des travaux en moins-value.

Travaux non prévus – fiche de travaux

À tous travaux non prévus correspondra une fiche de travaux (FT), établie par l'architecte-scénographe et visée par le maître d'ouvrage.

Les travaux nouveaux seront classés par le maître de l'ouvrage, sur proposition de l'architecte-scénographe, à l'appui de la fiche technique de demande dans l'une des trois catégories ci-après :

Travaux complémentaires (Tc) : modifications dans la consistance des travaux qui s'imposent au maître de l'ouvrage par suite notamment d'évènements imprévus (aléas résultant de la nature du sol par exemple), de modification de réglementation ou d'exigences d'administrations locales.

Travaux modificatifs (Tm) : modifications dans la consistance des travaux résultant de modifications du programme ou de dispositions techniques à la demande du maître de l'ouvrage (le cas échéant suite à une proposition de l'architecte-scénographe).

Travaux supplémentaires (Ts) : modifications dans la consistance des travaux apportées par le titulaire, par suite d'imprécisions, de lacunes ou d'erreurs affectant les études et / ou la conduite des travaux.

Une fois les fiches de travaux signées de la maîtrise d'ouvrage, les travaux non prévus seront notifiées par ordre de service à l'entrepreneur par l'architecte-scénographe, sans qu'il y ait de communication de celle-ci.

4.6 Durée et achèvement de la mission de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique

La mission de l'architecte-scénographe démarre à compter de la réception par ce dernier de l'ordre de service lui indiquant le démarrage de l'opération.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est donné en annexe au présent document.

Le planning détaillé (conception et de suivi de réalisation du projet muséographique) devra être établi par le titulaire.

L'achèvement de la mission intervient à l'issue de la garantie de parfait achèvement².

La durée globale prévisionnelle du marché est d'environ 40 mois, hors garantie de parfait achèvement (GPA). Taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les prix figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

4.7 Forfaits de rémunération

4.7.1 Modalités de fixation des forfaits de rémunération

Le forfait de rémunération (F1) de la mission de base du maître d'œuvre décrite à l'article 3.1 du présent CCP est établi de la manière suivante :

Le forfait provisoire (F1p), conformément à l'article R.2112-18 du Code de la commande publique, qui est fixé à l'article 5.2 de l'acte d'engagement (AE) sur la base du montant de l'enveloppe financière prévisionnelles affectées aux travaux.

Le forfait définitif (F1d) sera fixé par avenant après validation de l'APD

Il est établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois mo figurant à l'article 5.1 de l'AE et du taux de rémunération (t) de la mission de base précisé à l'article 5.2.2.a de l'AE. Il pourra être révisable suivant la formule définie à l'article 4.8 du présent CCP et pourra subir une modulation ou un ajustement conformément au dispositif précisé ci-après.

Les forfaits de rémunération des missions complémentaires (F2d – DIAG – et F3d – PROG et F3d ESQ) décrites à l'article 3.1 à 3.3 du présent CCP sont fixés à l'article 5.3 de l'AE et sont définitifs pour toute la durée du marché.

² En cas de procédures contentieuses, cet achèvement interviendra au plus tard six mois après l'achèvement des contentieux liés à l'exécution des travaux du présent marché.

Les forfaits de rémunération (mission de base et mission complémentaire) sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même opération. Le prix de cession des droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale fixés à l'article 8 du présent CCP font l'objet d'un prix inclus dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

4.7.2 Modifications apportées aux prestations de l'architecte-scénographe

En application des dispositions de l'article 22 du CCAG/MOE, le maître de l'ouvrage peut prescrire, par décision notifiée à l'architecte-scénographe, des études particulières et des modifications aux prestations de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique. Il peut également accepter les modifications qui lui sont proposées par l'architecte-scénographe.

Ces modifications de prestations peuvent entraîner une modification du forfait de rémunération et éventuellement de l'estimation des travaux muséographiques et du calendrier.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage invite l'architecte-scénographe à proposer, dans un délai de 15 jours, un nouveau forfait de rémunération et une nouvelle estimation, avec toutes justifications utiles. Ces nouvelles conditions financières sont arrêtées d'un commun accord entre le maître d'ouvrage et l'architecte-scénographe et font l'objet d'un avenant au marché dans les conditions fixées à l'article 5.11 ci-après.

Si un accord n'a pas pu intervenir dans le délai de 30 jours compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de la proposition de l'architecte-scénographe, le maître d'ouvrage fixe par décision notifiée à l'architecte-scénographe des prix ou un forfait de rémunération provisoire.

4.7.3 Dispositif de modulation de la rémunération de la mission de base

Le forfait définitif de rémunération reste égal au forfait provisoire de rémunération quand le coût révisé (Cp) est inférieur ou égal à l'enveloppe financière (Ef) affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Evolution du coût prévisionnel	Forfait de rémunération
$C_p \leq E_f$	$F_d = F_p$

Le forfait définitif de rémunération sera modulé dans le cas où le coût prévisionnel (CP) est supérieur à l'enveloppe financière affectée aux travaux (EF) par le maître d'ouvrage, éventuellement corrigée des modifications de programme que celui-ci a demandées, sans la dépasser de plus de 10 % :

Evolution du coût prévisionnel	Forfait de rémunération
$E_f < C_p \leq 1,10 E_f$	$F_d = t * C_p$

Le forfait définitif de rémunération est plafonné dans les conditions prévues au tableau suivant lorsque le coût prévisionnel (Cp) est supérieur de plus de 10 % à l'enveloppe financière affectée aux travaux (Ef) par le maître d'ouvrage, éventuellement corrigée des modifications de programme que celui-ci a demandées :

Evolution du coût prévisionnel	Forfait de rémunération
$C_p > 1,1 E_f$	$F_d = t * 1,10 E_f$

Ef: enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, Cp : coût prévisionnel des travaux, t : taux de rémunération provisoire, Fd : forfait définitif, Fp : forfait provisoire

NB : les modifications de programmes intervenues au cours de l'exécution de la mission de base ne sont pas prises en compte pour ce calcul

4.8 Forme du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'offre finale ; ce mois est appelé « mois zéro ». La révision est effectuée à chaque demande d'acompte par application au prix du marché d'un coefficient « R » de révision donné par la formule suivante :

$$« R » = 0,30 + 0,70 (« Im » / « Imo »)$$

Dans laquelle :

« Im » est la valeur connue de l'index ingénierie au cours duquel l'élément de mission est exécuté, dans la mesure où il est postérieur à « mo »

« Imo » est la valeur de cet index correspondant au mois « mo », mois de signature de l'offre.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index mensuel divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 (Identifiant 001711010). Cet indice est consultable sur le site <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/>

En cas de dépassement des délais prévus au présent cahier des charges, l'élément à prendre en considération pour réviser les prix, est la valeur de l'index en vigueur à la date limite prévue par le pouvoir adjudicateur pour la remise des prestations.

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service en charge du suivi administratif du marché (DAMJ-SFJ@louvre.fr), de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

Selon l'organisme de publication, la plupart des indices sont consultables sur les sites Internet soit au <http://www.lemoniteur-expert.com/indices-index/> soit au <http://www.indices.insee.fr>

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

4.9 Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage

L'enveloppe financière fixée à l'AE sera réactualisée à date de valeur mo selon la formule de réactualisation proposée par l'architecte-scénographe pour le marché de travaux muséographiques en cas de non allotissement et selon le BT 01 en cas d'allotissement.

L'enveloppe financière sera réajustée avant le commencement de la mission de base. La nouvelle enveloppe sera constatée par avenant.

4.10 Clause de réexamen

Cet article complète les dispositions de l'article 26 du CCAG/MOE.

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie "réutilisation ou réhabilitation d'ouvrage de Bâtiment"

Conformément à l'article 2421-4 du code de la commande publique sur la maîtrise d'ouvrage publique, l'élaboration du programme et la fixation de l'enveloppe financière prévisionnelle peuvent se poursuivre pendant les études d'avant-projet pour les opérations de réhabilitation

Par ailleurs, la mission de base du maître d'œuvre est assortie des missions complémentaires suivantes :

- Diagnostic et état des lieux
- PROG : Consolidation du programme muséographique
- ESQ : Reprise du dossier d'intention (mission intégrée dans la procédure de consultation – Phase Offre) suite aux remarques de la commission technique, des conclusions du diagnostic et de la consolidation du programme muséographique

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen

Aussi, le champ d'application et la nature des modifications envisageables sont les suivantes :

- les nécessaires ajustements consécutifs à l'exécution des 3 missions complémentaires préalables à la mission de base
- en référence à l'article 2421-4 du code de la commande publique, les éventuel ajustement consécutif aux études d'avant-projet
- un ajournement des travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- une modification de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage découlant notamment de contraintes muséographiques et/ou techniques, postérieure à la fixation du cout prévisionnel des travaux ;
- la réalisation de prestations supplémentaires du titulaire consécutives à des sujétions imprévues, présentant un caractère imprévisible, exceptionnel et extérieur aux parties, et ayant entraîné un bouleversement de l'économie du marché.

Les conséquences qui en résultent seront pris en compte par voie d'avenant à condition que cela ne remette pas en cause le caractère forfaitaire de la rémunération du maître d'œuvre

5 - ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE ET PENALITES

5.1 Engagement de l'architecte-scénographe sur le coût de l'opération

Tous les coûts dont il est question ci-dessous seront réactualisés à date de valeur mo selon la formule de réactualisation proposée par l'architecte-scénographe pour le marché de travaux en cas de non allotissement et selon le BT 01 en cas d'allotissement.

5.1.1 Avant la passation des marchés de travaux

Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'avancement des études permet à l'architecte-scénographe, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur l'enveloppe financière des travaux.

Fixation du coût prévisionnel des travaux établi par l'architecte-scénographe et engagement

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels l'architecte-scénographe assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'aménagement muséographique.

L'engagement de l'architecte-scénographe intervient à l'issue de l'AVP sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux muséographiques.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 5 %.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux muséographiques, l'architecte-scénographe doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et les éventuelles incidences sur le forfait de rémunération sont alors fixées par avenant.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le muséographiques établit le coût de référence des travaux muséographiques.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de la ou les meilleures offres par le coefficient de réajustement conformément à la tête de chapitre.

Respect de l'engagement de l'architecte-scénographe

Le respect de l'engagement de l'architecte-scénographe s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

Conséquences du non-respect de l'engagement

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises,
- soit demander à l'architecte-scénographe une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, conformément à l'article R2432-3 alinéa 3 du code de la commande publique, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire. Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade, ni rémunération supplémentaire

5.1.2 Après la passation des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel l'architecte-scénographe assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage à l'architecte-scénographe. L'architecte-scénographe s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base MO travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à l'architecte-scénographe (travaux complémentaires Tc et travaux modificatifs Tm).

Conséquences du non-respect de l'engagement

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, l'architecte-scénographe supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût constaté - seuil de tolérance) x 3 % (taux de pénalité)

Cependant, conformément à l'article R 2432-4 alinéa 4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

5.2 Pénalités de retard applicables à l'architecte-scénographe

5.2.1 Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable à l'architecte-scénographe dans la présentation des documents, par dérogation à l'article 16 du CCAG/MOE, l'architecte-scénographe encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 200 € par élément de mission.

5.2.2 Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

Si les délais fixés à l'article 4.4.2 ne sont pas respectés, l'architecte-scénographe encourt, par dérogation à l'article 16 du CCAG/MOE, une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 1/10 000ème du montant toutes taxes comprises de l'acompte correspondant.

Cependant, si le retard de l'architecte-scénographe entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables.

5.2.3 Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 2 semaines à compter de la réception par l'architecte-scénographe du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai et par dérogation à l'article 16 du CCAG/MOE, l'architecte-scénographe encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 200 €.

5.2.4 Pénalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il le met en demeure de cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans le délai imparti (délai fixé par décret en Conseil d'Etat), le pouvoir adjudicateur peut imposer des pénalités, ou résilier le marché, sans indemnité, le cas échéant, au frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est, à ce titre, au plus égal à 10,00 % du montant total HT du marché, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1 Les avances

6.1.1 Les avances versées au titulaire

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée dans les conditions définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Aussi, sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, conformément aux dispositions de l'article 11.1 du CCAG/MOE – Option B, une avance dont le taux est fixé à 15% sera versée au titulaire dans les conditions définies à l'article R.2191-11 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 50% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises.

6.1.2 Les avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

6.2 Les acomptes

6.2.1 Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

Etat périodique

L'état périodique, établi par l'architecte-scénographe, indique le détail précis des prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission du CCP. Il sert de base à l'établissement, par l'architecte-scénographe, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

Projet de décompte périodique

L'architecte-scénographe envoie au maître d'ouvrage son projet de décompte périodique reprenant l'ensemble des sommes dues au mois d'émission pour l'ensemble des intervenants du marché selon le détail de la DPGF. Il mentionne clairement l'entité juridique du titulaire, le n° de marché et la date d'émission. Il est éventuellement accompagné des factures des sous-traitants parafées en original d'un bon pour accord du titulaire.

Décompte périodique

Le maître d'ouvrage valide ou corrige le projet de décompte périodique.

Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser à l'architecte-scénographe est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent,
- 2) l'incidence de la TVA,
- 3) l'incidence de la variation des prix,
- 4) le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des 1°, 2° et 3° ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus à l'architecte-scénographe.
- 5) les pénalités.

Le maître d'ouvrage notifie à l'architecte-scénographe l'état d'acompte s'il modifie le projet de décompte périodique de l'architecte-scénographe.

6.2.2 Modalités de règlement de l'acompte

La demande d'acompte

L'architecte-scénographe envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement.

Echéancier de paiement des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois conformément à l'article R. 2391-28 du code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous, sous réserve de l'application des dispositions définies à l'article R. 2391-28 du code de la commande publique ³ :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Diagnostic et état des lieux (DIAG)	80% à la remise du livrable final Solde à la validation du maître d'ouvrage.
Consolidation du programme muséographique (PROG)	80% à la remise du livrable final Solde à la validation du maître d'ouvrage.
Etudes d'Esquisse(ESQ)	Montant de l'indemnité à la notification ⁴ ; Solde après validation par la maîtrise d'ouvrage
Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS)	Maximum 80% en fonction de la qualité des livrables remis à la remise des livrables définitifs ; Solde après validation du maître d'ouvrage.
Etudes d'Avant-Projet Détaillé (APD)	Maximum 80% en fonction de la qualité des livrables remis à la remise des livrables définitifs ; Solde à la validation du maître d'ouvrage
Etudes de projet (PRO)	Maximum 80% en fonction de la qualité des livrables remis à la remise des livrables définitifs ; Solde à la validation du maître d'ouvrage.
Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) : ACT/DCE et ACT/Analyse	50% à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) de la procédure relative au(x) marché(s) de travaux 50% à la notification du marché ou des marchés de travaux
Visa des études d'exécution (VISA)	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	Au prorata de l'avancement des travaux 95% à l'avancement des travaux 5% au paiement du DGD Travaux
Assistance aux opérations de réception (AOR)	65 % au prorata des réceptions effectuées avec réserves 15 % à la levée des réserves 15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

³ Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant des acomptes ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

⁴ Le montant alloué au titre de l'esquisse retenue par le pouvoir adjudicateur lors de la seconde phase de la consultation devra être intégrée à la première demande de paiement émise par le titulaire.

6.3 Le solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 4.6 du présent CCP, l'architecte-scénographe adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'acompte mensuel, concurremment avec son projet de décompte final. Le musée du Louvre se réserve le droit de régler le solde dans un premier temps. .

Décompte final

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus,
- b) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire,

La rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué du poste b) ci-dessus.

Décompte général - Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus,
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage,
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde, ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur,
- d) L'incidence de la TVA,
- e) L'incidence de la révision des prix,
- f) L'état du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus,
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser, cette récapitulation constitue le montant du décompte général.
- h) Le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Par dérogation aux articles 11.8.2 et 11.8.5 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le maître d'œuvre.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas à l'architecte-scénographe, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise l'architecte-scénographe à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

A compter de la date d'acceptation du décompte général par l'architecte-scénographe, ce document devient le décompte général et définitif.

Dans un délai de trente jours compté à partir de la notification du décompte général, l'architecte-scénographe renvoie au représentant du pouvoir adjudicateur, le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par l'architecte-scénographe, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

Dans le cas où l'architecte-scénographe n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de trente jours ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Modalités de transmission des documents relatifs au paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur met à disposition du titulaire une plateforme, accessible via un navigateur Internet, qui permet de dématérialiser tous les échanges administratifs et financiers liés à l'exécution d'un marché public de travaux et de déposer directement sur Chorus Pro via cette plateforme.

La gestion des décomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées dans la Convention d'Interchange – EDIFLEX (annexe au présent CCP).

Délai de paiement

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Toutefois, l'EPML se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément au décret n° 2013-269 susmentionné, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement. Il appartient au titulaire de prendre toute disposition nécessaire pour s'assurer de la date certaine d'arrivée chez le maître d'ouvrage de sa demande d'acompte et de tous autres documents relatifs au paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

7 - ASSURANCES

L'architecte-scénographe (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par un contrat d'assurance.

L'attestation d'assurance professionnelle de l'architecte-scénographe (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Tous les résultats, même partiels, des prestations intellectuelles réalisées dans le cadre du présent marché relatif à l'opération d'aménagement muséographique du réaménagement des salles du département des arts de l'islam (ci-après dénommés les « Résultats ») sont réputés régis par les dispositions du chapitre 5, de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (ci-après « CCAG/MOE »), complétées par celles dérogatoires du présent article. En cas de contradiction entre les termes des dispositions du CCAG/MOE et ceux des présentes, ces derniers seront réputés prévaloir.

Dans l'hypothèse d'une modification du groupement et/ou des contrats de sous-traitance en cours de l'exécution de ce marché, les dispositions du présent article sont applicables aux nouveaux membres du groupement et/ou aux nouveaux sous-traitants.

Dans le cadre du présent article, le terme « Partenaires » de l'EPML désigne tout organisme de droit privé ou de droit public, français ou étranger, à vocation culturelle, éducative ou sociale, ainsi que les filiales et organismes apparentés à l'EPML ou liés à l'EPML sur la base d'un contrat de mécénat, de parrainage ou de partenariat notamment. Les Partenaires de l'EPML incluent notamment, sans que cette liste soit limitative, les musées nationaux français, l'association « American Friends of the Louvre », le musée du Louvre-Lens, le musée du Louvre Abu Dhabi, le Fonds de dotation du musée du Louvre.

8.1 Cession de droits

8.1.1 Droit cédés

Par dérogation à l'article 24.1 du CCAG/MOE, le titulaire cède à l'EPML, à titre exclusif, l'ensemble des droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur visés à l'article 24.1 afférents aux Résultats, qu'il s'agisse d'étapes intermédiaires ou de documents définitifs des Résultats tels que notamment:

- l'œuvre physiquement réalisée (les espaces dédiés au traitement des collections, ainsi que l'ensemble des équipements, mobiliers, etc. créés) ainsi que tout élément de celle-ci ;
- les plans, les dossiers d'études, les « roughs », les documents techniques d'exécution ou documents préparatoires, les prototypes, les maquettes, les illustrations, les recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, les schémas, les documents iconographiques, les vidéogrammes, les photographies, les dessins, les illustrations, les modèles en deux ou trois dimensions, les documents et les fichiers de toute nature, notamment informatiques, provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation.

À ce titre, le titulaire cède à l'EPML, à titre exclusif, les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation sur les Résultats permettant à l'EPML de les exploiter librement, y compris à titre commercial, comprenant:

- le droit de reproduction de tout ou partie des Résultats, par tous procédés (exécution répétée d'un plan ou d'un projet-type, impression, enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique) et sur tous supports (papier, clés USB, disques durs, etc.), sans limitation de nombre ;
- le droit de représentation de tout ou partie des Résultats, par tous procédés de communication au public (notamment le réseau hertzien, le câble, le satellite et la télécommunication, dont Internet, la projection en salle, etc.) ;
- le droit d'adaptation de tout ou partie des Résultats, par tous travaux d'adaptation ou de modification, notamment lorsque les modifications ou les adaptations sont rendues nécessaires par un impératif technique ou muséographique.

- La cession des droits sur les Résultats devient effective au jour de la validation écrite par le maître d'ouvrage d'un élément de la mission comme suit :
- S'agissant de la mission Esquisse, les droits portant sur les Résultats remis au musée du Louvre sont cédés à la notification du marché.
- S'agissant de la phase d'étude et de conception, les droits portant sur les Résultats remis au musée du Louvre dans le cadre des éléments de mission DIAG à ACT seront cédés au jour de la validation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission concerné.
- S'agissant de la phase de réalisation, les droits portant sur les Résultats seront cédés au jour de la réception des travaux.

8.1.2 Exploitations institutionnelles et commerciales

8.1.2.1 Exploitations institutionnelles des Résultats

La présente cession de droits est accordée pour les exploitations institutionnelles suivantes des Résultats :

- l'archivage ou la consultation gratuite par le public ;
- l'utilisation pour les besoins muséographiques de l'EPML et/ou de ses Partenaires, notamment sur les panneaux signalétiques, cimaises, notices descriptives des œuvres, notices de présentation des salles d'exposition permanentes ou temporaires ou des collections, dans les dossiers et documents pédagogiques, parcours de médiation, sur les bornes d'information ou tous dispositifs multimédias installés dans les salles aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'EPML et/ou de ses Partenaires ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- la publication dans les programmes destinés au public et les dossiers, brochures, dépliants, cartes postales promotionnelles, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues et journaux diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'EPML et/ou de ses Partenaires ;
- la publication dans la communication institutionnelle interne ou externe de l'EPML et/ou de ses Partenaires, notamment dossiers de presse, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, articles de presse écrite ou télédiffusée, ainsi que toute autre utilisation non commerciale d'information et de communication organisée ou co-organisée par l'EPML et/ou par ses Partenaires ;
- la publication sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'EPML et/ou de ses Partenaires ;
- l'édition, au format numérique ou sous une forme imprimée à un tirage inférieur ou égal à 1500 exemplaires (rééditions comprises), de catalogues d'exposition, catalogues de collections permanentes, catalogues raisonnés, thèses et autres publications à caractère scientifique, par le MUSÉE DU LOUVRE et/ou ses PARTENAIRES ;
- la mise en ligne à titre gratuit sur les réseaux Intranet et Internet, les sites Internet et/ou réseaux sociaux édités ou coédités par l'EPML et/ou ses Partenaires, ainsi que sur les pages, profils et chaînes de l'EPML et/ou de ses Partenaires sur tous sites Internet participatifs et « réseaux sociaux » tels que notamment Facebook, Twitter, Instagram, Pinterest, YouTube ou tout autre service en ligne équivalent, par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour, notamment par téléchargement, diffusion en « streaming » ou « podcasting », etc., ainsi que tout service en ligne à vocation culturelle, éducative pédagogique ou ludique ;
- l'intégration dans les bases de données documentaires et muséographiques et dans toute base de données à vocation culturelle, éducative ou pédagogique en ligne et hors ligne éditées ou coéditées par l'EPML et/ou par ses Partenaires, ou auxquelles ils participent ;

- la projection, diffusion et utilisation dans le cadre d'activités muséographiques, pédagogiques et scientifiques organisées par l'EPML et/ou ses Partenaires, telles que colloques, conférences, séminaires, enseignements, formations ou ateliers pédagogiques se tenant au sein des locaux de l'EPML ou de ses Partenaires et/ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- l'intégration au sein d'œuvres audiovisuelles, cinématographiques, télévisuelles, films documentaires ou promotionnels produits ou coproduits par l'EPML et/ou par ses Partenaires, diffusés ou distribués au public à titre gratuit sous la forme de vidéogrammes, de diffusion publique ou projection publique ;
- l'insertion au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédias, y compris les livres numériques et jeux vidéo, mises à disposition du public sur des dispositifs installés dans les espaces de l'EPML et/ou de ses Partenaires, ou accessibles au public grâce à des applications téléchargeables gratuites sur tous types de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteurs mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.), sur tous types de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablettes numériques, bornes multimédias, etc.), ou distribuées gratuitement sur tout type de support ;
- toute utilisation non commerciale liée à la mission de l'EPML de coopération internationale avec des musées ou institutions à caractère scientifique, académique et/ou culturel.

8.1.2.2... Exploitations commerciales des Résultats

- La présente cession de droits est également accordée pour les exploitations commerciales suivantes des Résultats :
- l'utilisation dans le cadre de l'édition, de la commercialisation et de la promotion par l'EPML en propre, ou par des tiers dans le cadre de licences/sous-licences de marques ou associations de marques, de produits dérivés sous marque « Louvre ». La promotion desdits produits dérivés inclut toute publicité sur support physique ou numérique et sur tout type d'emballage et de packaging (dont notices) accompagnant les produits dérivés. Ces produits dérivés incluent notamment, sans que cette liste soit limitative, cartes, cartes postales, affiches, posters, articles de papeterie et de bureau, calendriers, agendas, marque-pages, magnets, jeux de société, puzzles, jouets, bibelots, gadgets, articles en textiles, en cuir, vêtements, bijoux, produits cosmétiques, produits alimentaires, vaisselle, verrerie, etc.
- l'édition, au format numérique ou sous la forme de livres imprimés, d'un tirage supérieur à 1500 exemplaires, de tout ouvrage sous toute présentation : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similé, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique, ainsi que dans des catalogues, magazines, guides, revues, journaux etc., édités ou coédités par l'EPML et/ou ses Partenaires et vendus au public ;
- l'utilisation des Résultats ou de leur reproduction au sein d'audioguides ou d'applications d'audioguidage mis à disposition du public à titre onéreux ;
- l'insertion des Résultats au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédias, y compris les livres numériques et jeux vidéo, vendus, loués ou prêtés au public, sur tous supports, notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-ROM, e-books, audioguides, cartouches de jeu, etc. ; accessibles au public grâce à des applications téléchargeables payantes sur tous types de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.), sur tous types de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédias, etc.) éditées et mises à disposition du public à titre payant par l'EPML et/ou ses Partenaires ;
- la mise à disposition à titre payant sur le réseau Internet par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour, notamment par téléchargement, diffusion en streaming ou podcasting ;
- la publication aux fins d'illustration de tout service en ligne ou base de données à vocation culturelle, éducative, pédagogique ou ludique et à accès à titre onéreux ;
- la communication des Résultats sous forme de vidéogrammes, par télédiffusion par des entreprises de communication audiovisuelles ou web TV.

- toute autre exploitation commerciale des Résultats que celles visées ci-dessus fera l'objet d'un accord séparé entre l'EPML et le titulaire.

8.1.3 Étendue et durée de la cession des droits

La présente cession de droits est consentie pour le monde entier et pour la durée légale de la protection des droits d'auteur afférents aux Résultats telle que définie par le Code de la propriété intellectuelle, ainsi que par les conventions internationales, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

8.1.4 Droit moral

Le titulaire reconnaît que les espaces du Département des Arts de l'Islam présentent un caractère utilitaire dans leur vocation de présentation des collections permanentes du musée du Louvre. En conséquence, il ne pourra s'opposer aux modifications que souhaiterait apporter l'EPML aux Résultats aux fins d'adaptation à des besoins nouveaux qui pourraient être rendus nécessaires pour des évolutions des espaces ou pour des changements d'organisation matérielle, spatiale ou encore en raison d'un impératif technique.

Le titulaire, au titre de ses prérogatives d'ordre moral, notamment du droit de divulgation, consent expressément aux exploitations des Résultats visées ci-avant.

L'EPML s'engage à respecter le droit moral du titulaire. L'EPML s'engage notamment à mentionner le nom du ou des auteurs, selon les cas, sur tout support reproduisant ou représentant les différents éléments des Résultats dans la mesure où cela est matériellement possible, sous la forme suivante :

© Année - Nom de l'auteur ou du titulaire / Musée du Louvre.

8.1.5 Cession à des tiers

L'EPML peut utiliser les droits qui lui sont cédés par le présent marché comme bon lui semble, notamment en passant avec des tiers tous contrats utiles à l'exploitation des Résultats. À titre purement illustratif, l'EPML est habilitée à accorder à tout tiers, à titre gratuit ou onéreux et à sa discrétion, par voie de cession le cas échéant, toute autorisation de reproduction, de représentation, de publication et d'exploitation des Résultats pour l'exercice et dans la limite des droits qui lui sont conférés par le présent marché.

La non exploitation par l'EPML de l'un ou de plusieurs des droits cédés ne peut en aucun cas être une cause de résiliation du présent marché.

8.1.6 Garanties

Le titulaire est tenu de l'ensemble des garanties définies à l'article 23.2 du CCAG/MOE.

Il garantit notamment que les Résultats ne sont pas constitutifs de contrefaçons d'œuvres préexistantes.

Il déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits cédés à l'EPML qu'il détient en propre, de ceux de ses cotraitants et sous-traitants, et garantit l'EPML contre tous troubles, revendications ou évictions quelconques émanant d'un tiers quel qu'il soit.

8.1.7 Exploitations par le titulaire

Le titulaire s'engage à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats.

Par exception au caractère exclusif de la cession des droits susvisée, le titulaire pourra, avec l'accord préalable et exprès de l'EPML, représenter, reproduire ou autoriser la représentation ou la reproduction des Résultats pour son usage personnel et/ou professionnel dans le cadre exclusif de la promotion de son activité (exposition, portfolios, présentations professionnelles) et à condition que ces exploitations ne soient pas de nature à faire directement concurrence à l'EPML et/ou à ses ayants droit.

8.2 Cession de la pleine propriété matérielle des supports des Résultats

Le titulaire cède à l'EPML la pleine et entière propriété corporelle des supports des Résultats créés ou utilisés en exécution du présent marché et transmis à l'EPML, notamment, sans que cette liste soit exhaustive : les dossiers d'études, les esquisses, les documents techniques d'exécution ou documents préparatoires, les prototypes, les maquettes, les illustrations, les recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, les logos, les schémas, les affiches, les traductions, les documents iconographiques, les enregistrements sonores, les vidéogrammes, les photographies, les dessins, les illustrations, les modèles en deux ou trois dimensions, les documents et les fichiers de toute nature, notamment informatiques.

8.3 Prix

Dans le cadre de ce marché, la cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats et de la propriété matérielle des supports des Résultats prévues aux articles 8.1 et 8.2 sont forfaitairement comprises dans le prix du marché et ne donnent pas lieu à un complément de prix.

9 - ARRET DES PRESTATIONS

9.1 Suspension d'exécution des prestations

Dans le cas d'arrêt des études ou du chantier supérieur à trois mois pour des causes non imputables à l'architecte-scénographe, le forfait de rémunération pourra être renégocié pour tenir compte des incidences de l'allongement des délais sur les charges de l'architecte-scénographe. Les nouvelles conditions d'exécution seront fixées par avenant.

9.2 Arrêt de l'exécution des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques définies à l'article 3 du présent CCP, et lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des prestations. Le marché correspondant est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision.

Les phases de mission accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnité au titulaire

10 - DIFFERENTS – RESILIATION DU MARCHE

10.1 Règlement amiable des différends

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable.

10.2 Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au chapitre 6 (articles 27 à 34) du CCAG/MOE.

En complément de l'article 29 du CCAG, lorsque l'arrêt de l'exécution des prestations est prononcé en application de l'article 9.2 ci-avant, l'acheteur résilie le marché. Ladite résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

10.3 Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Le tribunal administratif de Paris est seul compétent en cas de litige relatif à l'application du présent marché.

11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/PI auxquels il est dérogé
Article 2	Articles 4.1, 4.2.1 et 4.2.2
Articles 5.2.1, 5.2.2 et 5.2.3	Article 16
Article 6.3	Articles 11.8.2 et 11.8.5
Article 8 et 8.1.1	Complètent l'article 24 et déroge à l'article 24.1
Article 4.4.2	Articles 12.1 et 12.2 du CCAG/TRAVAUX